

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 26 AOÛT
N° 238 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

SEVESO

Une bombe en pleine crise

Lire en page 12 la suite du reportage de notre envoyé spécial

CHIRAC S'EN VA, BARRE LE REMPLACE

LE POUVOIR MINÉ

Chirac s'en va en claquant un peu la porte ; Barre, ancien ministre du déficit du commerce extérieur le remplace. Ces deux nouvelles ont totalement éclipsé les mesures, dérisoires par ailleurs, décidées par le conseil des ministres sur la sécheresse : c'est déjà un symbole : pour le nouveau gouvernement bourgeois, le jeu politique de ces hommes prenait ouvertement le pas sur les conséquences dramatiques de la sécheresse pour les petits paysans.

Qui s'en étonnera ?

Mais ce remaniement va au-delà d'un simple changement d'homme usé par l'exercice du pouvoir, changement auquel la V^e république bourgeoise nous a habitués. Fait inusité depuis 1958 : et le premier ministre sortant, et le président de la république, aussitôt le divorce consommé, ont fait usage des radios et de la télévision pour expliquer chacun de leur côté leurs divergences. Preuve de divisions profondes, preuve d'impuissance réelle face à la situation : la crise économique, le mécontentement des masses et leurs aspirations laissent aujourd'hui la classe dominante en proie à de graves difficultés et de fortes inquiétudes.



dizaines de mois. Le divorce Giscard-Chirac n'est qu'un reflet, des difficultés grandissantes que rencontre Giscard pour définir et appliquer une politique intérieure et extérieure, qui replâtre le pouvoir de la bourgeoisie et comble les fissures qui se font de plus en plus jour.

Les contradictions qui minent le pouvoir Giscardien et ont entre autres, provoqué ce divorce, ne pourront être gommées ou résolues ni par un discours, ni par un homme miracle : il n'y a guère de politique de rechange pour Giscard. Intronisé coordinateur des partis qui soutiennent Giscard il y a à peine quelques mois, Chirac s'en va, en claquant la porte. Ce départ, loin de solutionner les divergences grandissantes qui opposent les partis de la «majorité» ne fait que révéler leur caractère incurable. Déjà présentes au lendemain de la mise en place de Giscard, temporairement assourdis par la «Giscardisation» limitée de l'UDR amorcée par Chirac, elles ont ressurgi avec plus de force ces derniers temps particulièrement, lors de la dernière session parlementaire. Sur chaque point de divergence, on ne voit pas comment les choses pourraient se résorber.

suite p.6

SECHERESSE

Après le conseil des ministres

RIEN N'EST REGLE

Derrière le brouhaha et l'excitation artificielle entretenue autour de la démission gouvernementale, les paysans auront dû tendre l'oreille pour connaître les mesures qui leurs sont destinées.

Et pourtant, ce conseil des ministres devait être tout entier consacré aux problèmes des paysans devant les conséquences de la sécheresse. Cela faisait des semaines qu'on leur demandait -tandis que maint conseils restreints se tenaient desquels rien ne filtrait- d'attendre avec patience cette date pour connaître les premiers acomptes à valoir sur les indemnités promises.

Mais puisqu'il semble qu'on a quand même parlé à ce conseil, des mesures d'aides aux paysans : quelles sont-elles ?

En fait, pas de surprise. Malgré l'affirmation souvent répétée ces derniers jours au caractère «substantiel» des mesures qui seraient prises, ce gouvernement aura été jusqu'au bout, jusque dans ses dernières mesures, un gouvernement anti-populaire dirigé contre les travailleurs et se moquant des paysans.

o 50 F à 200 F par U.G.B. (Unité de Gros Bétail) suivant trois grandes zones. L'aide étant plafonnée au niveau de 30 U.G.B.

o Une extension de 4 à 7 ans de la durée des prêts «calamités» contractés auprès du Crédit Agricole durant l'année au titre de la sécheresse.

o La prise en charge par l'Etat, dans les zones les plus atteintes (1 et 2), des intérêts dus par les jeunes agriculteurs en 1976, au titre des prêts spécifiques dits «jeunes agriculteurs».

Nous avons rapporté hier combien il était devenu urgent pour la petite paysannerie d'obtenir une aide immédiate et définitive (autre qu'un crédit), Bonnet leur a fait la charité. Et comme les

quelques francs que les miséreux reçoivent de la main des bourgeois, les 50 ou 200 F que recevront les éleveurs seront bien incapables de leur éviter la misère.

suite page 3

Les mauvais coups de l'été de Durafour

voir p.5



ISRAËL ARME LES PHALANGES

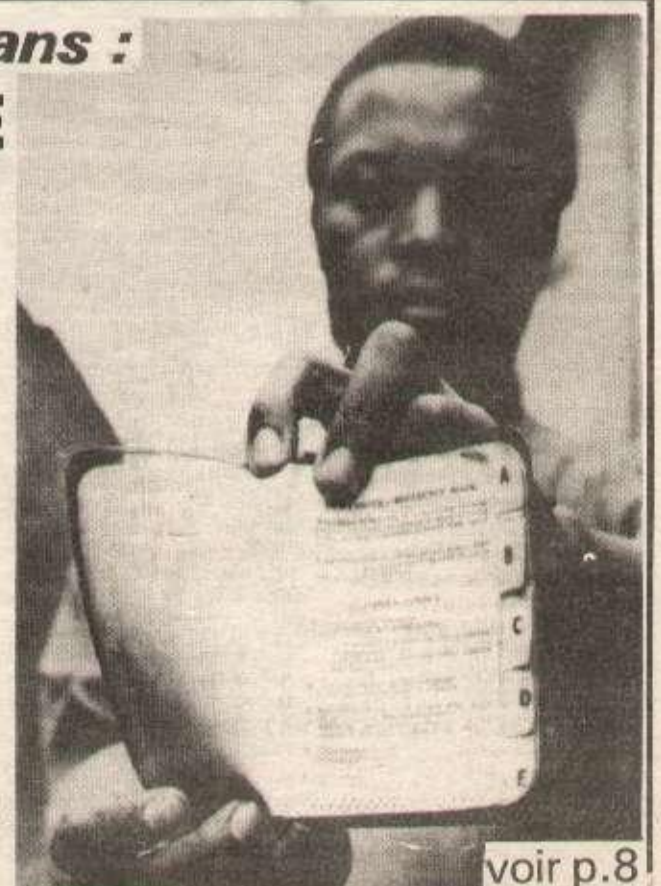
reconnait l'envoyé spécial de Ford

voir p.7

Il y a dix ans :

LE PEUPLE DE NAMIBIE PRENAIT LES ARMES

Le système de passeport imposé par les racistes en Afrique du Sud et en Namibie



voir p.8

PAYSANS EN LUTTE

Producteurs de pêches de la Drôme

La fin du mois de juillet et le début du mois d'août ont été marqués par les actions revendicatives des producteurs de pêches de la Drôme et de l'Ardèche. 1976, ce n'est pas seulement une mauvaise année de plus pour les arboriculteurs, c'est surtout la révélation au grand jour de la politique des bourgeoisies européennes en matière agricole : l'abandon du secteur fruitier en France.

LA SITUATION AUJOURD'HUI CHEZ LES PRODUCTEURS DE PÊCHES

1974 : Le gel détruit une partie de la récolte.
1975 : Le gel détruit la quasi totalité de la récolte.

1976 : Malgré la sécheresse, une bonne récolte s'annonce pour les pêches.

Cependant, malgré un bon début de saison, les prix s'effondrent le 10 juillet par suite d'importations massives de pêches d'Italie. Les producteurs italiens exportaient les années précédentes principalement vers l'Allemagne. Cette année, l'Allemagne ayant importé des pêches grecques, très bon marché, les producteurs italiens ont écoulé leurs pêches en France.

Criblés de dettes après deux années de gel, les producteurs de pêches sont alors obligés de vendre plus bas que le prix de revient, ou de les mettre au retrait ! (voir encart).

Pourquoi ces importations massives alors que la production française suffit très largement à la consommation ? Un document de la direction des relations économiques du ministère des finances nous l'explique avec cynisme : (5 novembre 1974) «Les pays du bassin méditerranéen sont d'excellents clients pour l'industrie française...» donc il faut :

«Réexaminer la politique fruitière pour tenir compte des capacités et des calendriers de production des autres pays du bassin méditerranéen. Cela signifie pour être clair une réduction rapide de la production de pêches, de raisins de table, peut-être d'abricots, et de la plupart des productions sous serre, en particulier de tomates et de salades.

- Ne pas s'obstiner dans le soutien artificiel de la production de conserves de fruits...»

Ce même document explique de la même façon que «les agriculteurs français» doivent se consacrer aux céréales et à l'élevage de jeunes animaux, et doivent abandonner l'élevage pour la boucherie et l'élevage laitier ainsi que la production fruitière, puisqu'il paraît qu'en Europe, d'autres sont plus doués pour ça. Ainsi s'effectue entre pays européens un partage de l'agriculture. Ce partage du secteur des fruits a été récemment sanctionné par les accords méditerranéens.

Cependant, les paysans ne l'entendent pas de cette oreille car la «réorganisation» par la bourgeoisie de l'agriculture signifie pour nombre d'entre eux, parmi les petits et moyens, disparition pure et simple.

LES LUTTES

● 14 juillet à Culoz, 130 paysans de la Drôme et de l'Ardèche détruisent 11 wagons de pêches italiennes. Suivent 4 inculpations : deux gros producteurs, le secrétaire général de la FDSEA de la Drôme (J.L. Bardet) et le président de la FDSEA de l'Ardèche (G. Louis).

● 1^{er} août, de nouveau à Culoz, 50 paysans de la Drôme détruisent des wagons de pêches italiennes. 12 d'entre eux seront inculpés.

● Sans parler de toutes les actions réussies ou non qui se sont produites presque quotidiennement sur les routes, dans les gares, et qui n'ont pas eu l'honneur d'être citées dans la presse bourgeoise, plusieurs dizaines de milliers de tonnes de pêches ont été ainsi détruites.

● 4 août à Valence : à l'appel des FDSEA et CDJA de la Drôme et de l'Ardèche, deux mille paysans se rassemblent devant la préfecture. Vont se relayer à la tribune les pontes du syndicalisme régional, notamment un gros paysan de l'Ain et le responsable départemental du Crédit Agricole de l'Ardèche. Malgré leurs discours démobilisateurs,

«Comme on avait eu le gel deux années de suite, le gouvernement nous avait promis que cette année, les prix seraient fermement maintenus ; Giscard et ensuite Chirac, tous nous ont fait de grandes promesses, d'autant plus que la saison s'annonçait bien pour les pêches. Et puis, début juillet, on a vu ces importations massives de pêches d'Italie (1 000 tonnes par jour) et les prix se sont effondrés. Alors là, on n'a plus fait confiance aux discussions et on a décidé de passer à l'action.

Les inculpations de Culoz, le matraquage de la manifestation de Valence (c'est la première fois qu'on voit ça dans la Drôme), toute cette répression, ce n'est pas des

" ON N'ATTEND RIEN DU GOUVERNEMENT "

Le prix d'un kilo de pêches

- Coût de production : 1,10 F le kg
(auquel il faut ajouter 1,10 F de conditionnement)
soit : 2,20 F le kg
- Prix de revient (salaire compris) : ... 1,70 F le kg
(+ 1,10 F de conditionnement)
soit : 2,80 F le kg
- Prix d'achat début août : 1,70 F environ
(conditionné)

Quelques chiffres

La France produit, en temps «normal» 500 000 tonnes de pêches par an.
Elle consomme 450 000 tonnes de pêches par an.
L'Italie a produit cette année environ 1,5 millions de tonnes de pêches.

les petits producteurs comprennent bien la situation puisqu'ils huent très souvent.

Après ces discours, il est donné comme mot d'ordre de rentrer chez soi. Réaction des producteurs : ils demandent et obtiennent que leurs syndicalistes parlent, ceux qui mènent la lutte tous les jours avec eux. Ils demandent aussi une entrevue au préfet. Devant le silence, les pêches commencent à voler dans les vitres de la préfecture. Puis les producteurs se lancent sur les grilles (ouvertes !) et envahissent la cour de la préfecture. Immédiatement, un cordon de CRS apparaît et quelques secondes après chargent violemment les producteurs ainsi que leurs femmes, blessant même un enfant à coups de matraque, et tirant des grenades lacrymogènes à tir tendu. Face à cette répression, les paysans se défendent, blessant 5 CRS.

Au cours de cette manifestation, les producteurs ont compris que la seule réponse du gouvernement à leurs problèmes était la répression et qu'ils n'avaient rien à attendre de leurs notables : une frange grandissante d'entre eux a pris conscience du véritable projet de l'Etat bourgeois : abandonner à tout prix au moins tout une partie de la production de pêche en France.

LES CONTRADICTIONS ENTRE PETITS ET GROS PRODUCTEURS

Fin juillet, à Mâcon, sur l'autoroute, des camions de pêches sont arrêtés et vidés de leur chargement, suivent les inculpations, 4 gros producteurs dont les frères Guichard (450 ha), les plus gros producteurs de pêches en France.

De toute évidence, dans la lutte des producteurs de pêches, les gros producteurs essaient de se mon-

trer à la pointe. Cela signifie-t-il que leurs intérêts et ceux des petits sont les mêmes ? Sûrement pas ! Car l'intérêt des gros producteurs est de manger les petits, et cela les «petits» en ont conscience ! L'apparente unité entre les gros et les petits s'explique par les faits suivants : d'une part, les gros producteurs sont très durement touchés par l'effondrement du prix des pêches : les emprunts qu'ils ont faits au Crédit Agricole, et ce d'une façon pas toujours régulière, sont énormes, et ils n'ont pas l'intention de se laisser sacrifier par leurs confrères bourgeois sans essayer de combattre par tous les moyens. D'autre part, la FDSEA (Fédération Départementale) de la Drôme est un syndicat un peu à part dans la FNSEA (nationale) : c'est le plus progressiste et il a refusé à plusieurs reprises de s'aligner sur les positions de la fédération nationale, «courroie de transmission» entre le gouverne-

ment et les paysans. La mise en avant des gros producteurs dans la lutte représente une tentative de la droite pour reprendre en main la Fédération (FDSEA) de la Drôme. Toutes ces contradictions entre petits et gros

Les revendications immédiates des petits et moyens producteurs de pêches de la vallée du Rhône sont :

- arrêt des importations de pêches
- levée des 20 inculpations
- garantie d'un revenu par exploitant correspondant à celui d'un petit producteur travaillant à plein temps sur son exploitation.

Ce qu'ils remettent en cause par leurs revendications, c'est l'aspect

QU'EST-CE QUE LE RETRAIT ?

Retrait : achat par le gouvernement d'une production à un prix fixé. Cette production est alors détruite (brûlée).

Pour les pêches, le prix du retrait était :

en juillet : 1,40 F	catégorie A
0,90 F	catégorie B
en août : 0,87 F	catégorie A
0,78 F	catégorie B
0,65 F	catégories C et D.

ment et les paysans. La mise en avant des gros producteurs dans la lutte représente une tentative de la droite pour reprendre en main la Fédération (FDSEA) de la Drôme.

Toutes ces contradictions entre petits et gros

cations, c'est l'aspect anarchique et le gaspillage en agriculture aujourd'hui, ainsi que la logique du profit qui veut que les petits paysans disparaissent au profit des gros.

Il est bien évident que seuls, les paysans ne pourront pas faire reculer la bourgeoisie sur ces points précis : c'est l'unité avec la classe ouvrière qui créera un rapport de force suffisant. Déjà quelques initiatives ont été prises allant dans ce sens : vente de fruits à la porte d'usines en lutte, au rassemblement de Naussac ; le PCR également, au cours de cette saison, a organisé plusieurs ventes sur des quartiers populaires de Paris en relation avec des producteurs de la vallée du Rhône. L'accueil a été très favorable et a permis de parler des problèmes des petits paysans.

Ce type d'actions est encore trop peu développé pour créer un lien véritable entre ouvriers et paysans, cependant de plus en plus les petits paysans menacés de disparition prennent conscience de la nécessité de la lutte pour vivre, de rompre l'ancienne alliance avec les gros paysans et de se ranger aux côtés des ouvriers.

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE SYNDICAL DE LA DROME

«Comme on avait eu le gel deux années de suite, le gouvernement nous avait promis que cette année, les prix seraient fermement maintenus ; Giscard et ensuite Chirac, tous nous ont fait de grandes promesses, d'autant plus que la saison s'annonçait bien pour les pêches. Et puis, début juillet, on a vu ces importations massives de pêches d'Italie (1 000 tonnes par jour) et les prix se sont effondrés. Alors là, on n'a plus fait confiance aux discussions et on a décidé de passer à l'action.

Les inculpations de Culoz, le matraquage de la manifestation de Valence (c'est la première fois qu'on voit ça dans la Drôme), toute cette répression, ce n'est pas des

«bavures», c'est une volonté bien réelle de briser le mouvement, de liquider la production fruitière en France. On n'a rien à attendre du gouvernement ; pour nous, le problème, c'est accepter ou non de crever, c'est un problème politique.

Maintenant, comment continuer la lutte ? C'est ce qu'il faut définir. Refaire une manifestation à la Préfecture de Valence ? Ce serait trop dangereux... et ce ne serait pas forcément que des petits producteurs ! Car les gros se mettent en avant, on les a bien vus. Il faut dire qu'ils sont touchés eux aussi, j'en ai vu qui étaient au bord de la faillite (franchiseuse : ils se sont servis du Crédit Agricole, ils ont obtenus la complicité des

banques, mais cette année, ils sont coincés...»

— Le Quotidien du Peuple : Il paraît que les contradictions entre les gros et les petits éclatent au sein même du syndicat (FDSEA). Ça se manifeste comment ?

— Au niveau des revendications d'abord, et puis même pour le choix d'un avocat (pour défendre les inculpés). C'est Boucher, de Lyon, qui va défendre la majorité des inculpés, même Gilbert Louis, qui est président de la FDSEA de l'Ardèche et de la Chambre d'Agriculture de l'Ardèche. Mais les gros producteurs ne veulent pas de Boucher, ils le trouvent trop à gauche : ils veulent prendre un autre avocat.

— QdP : Ne pensez-vous pas que la seule solution aux problèmes des paysans, c'est de changer de système, de passer au socialisme ?

— Ça c'est sûr ! Mais quel socialisme ? C'est le problème...

— QdP : Que pensez-vous du programme commun ?

(Il rit et fait la moue)
— Justement... quand on parle de «socialisme»... Je me demande si ça suffit de changer une équipe pour une autre : ça ne va pas tout transformer. Bien sûr, ça peut peut-être servir de détonateur, mais il y a des choses dans le programme commun... par exemple, je me demande si ça suffit de changer deux ou trois généraux...

SÉCHERESSE : après le conseil des ministres

RIEN N'EST RÉGLÉ

SUITE DE LA UNE

50 à 200 F par bête, cela représenterait tout au plus quelques semaines de répit pour les éleveurs. Un peu comme si ils revenaient 15 jours ou 1 mois en arrière, mais avec les mêmes problèmes, sans aucune solution pour savoir comment ils vont pouvoir acheter les aliments phosphatés complémentaires de la paille, comment ils vont nourrir leurs bêtes durant l'automne et l'hiver, comment ils vont pouvoir garder leurs bêtes.

Ces bêtes que tant de paysans parmi les plus pauvres, ont dû déjà commencer à vendre - diminuant d'autant l'aumône que le gouvernement leur accorde aujourd'hui puisqu'il s'agit de primes à la bête.

LOIN DE L'ACCOMPTE DE 5000 F EXIGÉ PAR LES PETITS PAYSANS

Les paysans pauvres et moyens, les syndicalistes progressistes avaient quant à eux exigé fermement un premier acompte de 5 000 F par exploitant en dessous du cumul : ils ne sont aujourd'hui pas prêts à se satisfaire des mesures à peu près équivalentes aux mesures, pourtant alors jugées dérisoires qui avaient été prises il y a deux ans (120 F par bête).

Enfin, par leur mode de répartition, suivant les zones (zone 1, l'ouest : 200 F ; zone 2, le nord et le centre : 150 F ; zone 3, le sud-ouest excepté la Provence : 50 F ; le reste : 0 F), Bonnet compte sans doute sur ces mesures pour diviser les paysans.

Et ce n'est pas les deux autres décisions de ce conseil qui feront contre-poids : un allongement des délais de remboursement du prêt « calamité », tant mieux ! La prise en charge des intérêts des emprunts des jeunes agriculteurs touchés, ce n'est pas une mauvaise chose ! Mais combien de paysans pauvres vont être touchés par ces mesures ? Ils savent bien que pour eux de nouveaux crédits - même quand ils ne leur sont pas interdits - ne peuvent constituer une solution.

Si donc l'attente n'a pas abouti à de grosses surprises, elle risque de provoquer aujourd'hui la colère.

Que Giscard et son (futur) gouvernement ne s'imaginent pas que les paysans vont attendre maintenant sagement jusqu'au 29 septembre !

R.D.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES «AIDES» AUX AGRICULTEURS



- Zone 1 : 200 Francs / U.G.B.
- Zone 2 : 150 Francs / U.G.B.
- Zone 3 : 50 Francs / U.G.B.
- Zone 4 : rien.

• Voici comment Bonnet, sans doute d'après les impressions de Monsieur Anti-Sécheresse, divise la France en quatre zones.

• Maintenant hachez doublaient les régions productrices de fruits et légumes, - la vallée du Rhône et le sud-est - en but aux importations massives, cochez en noir le midi viticole et vous aurez une idée de la colère des paysans dans les différentes régions de France aujourd'hui !

TABLEAU DE CONVERSION DES TÊTES DE BÉTAIL EN UNITÉS DE GROS BÉTAIL (U.G.B.)

- Taureaux, vaches et autres bovins de plus de 2 ans.....	1,0 U.G.B.
- Bovins 6 mois à 2 ans.....	0,6 U.G.B.
- Bovins de moins de 6 mois.....	0 U.G.B.
- Brebis.....	0,15 U.G.B.
- Chèvres.....	0,20 U.G.B.
- Juments.....	1,0 U.G.B.

Un exemple de conversion

• Pour un petit paysan qui a :	
- 7 vaches.....	7 UGB
- 1 génisse de 9 mois.....	0,6 UGB
Total.....	7,6 UGB
Soit 7,6 UGB x 50 F = 380 F	pour la zone 3

1 140 F s'il est dans la zone 2

et 1 420 F s'il est dans la zone 1.

Si l'on considère que cela fait plus de deux mois que sa production de lait - son principal revenu - a baissé de 20 à 80 %, qu'il n'a au mieux que de la paille à offrir à ses bêtes et qu'il doit payer à des prix prohibitifs leurs aliments pour cet automne et cet hiver, n'a rien récolté sur son champ de maïs, que ses quelques ares de betteraves et ses pommes de terres n'ont pas donné grand chose... On est vraiment bien loin du compte.

Réforme du permis de conduire
FICHAGE DES CONDUCTEURS

Le Conseil Supérieur de l'enseignement de la conduite et le Syndicat national des auto-écoles ont approuvé un projet de réforme du permis de conduire. Ce projet n'a pas encore été adopté, mais il est vraisemblable qu'il le sera.

Ce projet prévoit la création d'un «livret scolaire» pour les candidats au permis de conduire. Ce livret serait rempli par l'auto-école elle-même. Il indiquerait le nombre de leçons prises par le candidat ainsi que les appréciations portées sur lui par son moniteur. Ainsi l'inspecteur pourrait se montrer plus compréhensif à l'égard d'un candidat ayant le trac mais dont le livret serait bon. Inversement, il pourrait se montrer plus exigeant envers un candidat ayant un livret médiocre.

Tout cela bien sûr est présenté comme une série de mesures devant améliorer la formation des futurs conducteurs. En réalité, l'empressement des auto-écoles à les approuver vient de ce qu'elles viennent de renforcer leur position commerciale. En effet, avec ce système, il sera de plus en plus difficile de se présenter au permis sans passer par elles : autant de frais d'inscription à encaisser.

Quant au nombre de leçons estimé satisfaisant, on peut supposer qu'il sera élevé. Pour obtenir le permis, il faudra passer par les conditions des auto-écoles. D'au-

tant plus qu'à l'heure actuelle aucun contrôle autre que fiscal n'est exercé sur les auto-écoles. Comment peut-on garantir la valeur des appréciations portées par elles sur les candidats ? En fait, cette réforme revient à donner une position de monopole aux auto-écoles.

On peut supposer que le libéralisme musclé ne se contentera pas de ce cadeau. Il avait été question d'un permis «peau de chagrin», un ensemble de talons qu'on détacherait à chaque infraction. Il faudrait alors repasser le permis quand ces talons arriveraient à épuisement. L'idée doit cheminer que l'on pourrait très bien prolonger le livret scolaire après l'examen du permis. Un pas de plus vers le fichier national des conducteurs.

Y. BEAUMONT

FRANCE SOIR EN GREVE JUSQU'A DEMAIN

C'est l'assemblée générale de mardi soir qui en a décidé ainsi (par 93 voix contre 81 et 6 abstentions). La grève se poursuivra au moins jusqu'à demain. La décision de reprendre la grève a été prise malgré l'opposition de la CGT journaliste et les pressions de la FFTL, qui considèrent cette grève comme suicidaire. Par contre, les plaidoiries des avocats de Hersant et de Winkler, devant le tribunal des référés, dont la décision sera connue samedi, ont certainement poussé à la grève.

Tout d'abord, faire partie des 207 journalistes de France Soir, est une «bonne place», comparativement à beaucoup de quotidiens de province. Le salaire le plus bas est de l'ordre de 3500 F, et la moyenne des salaires tourne autour de 4500 F. Cela monte beaucoup plus haut au niveau des «grands noms», et de la rédaction en chef, particulièrement pléthorique à France Soir.

L'ÉPOQUE LAZAREFF

S'il reste peu de souvenirs de l'époque de «Défense de la France» (journal clandestin, sous l'occupation allemande), l'époque Lazareff, le «sang à la une», le titre sensationnel marquent beaucoup ceux qui sont issus de cette période. C'est un total mépris des masses qui domine, dans cette conception : «France Soir est un journal populaire, les lecteurs aiment

le sang à la une, il faut leur en donner». Dans les stations de radios, on dit plus vulgairement : «les gens aiment la m... il faut leur en donner». Ce sang à la une, cette technique de «monter» le fait divers, forme un système cohérent, qui a fait la renommée de Lazareff. Qu'il serve à alimenter les campagnes de gouvernement ne gêne pas du tout ses adeptes, bien au contraire !

LES TITRES

Depuis quelques temps, avec le passage de Jean Gorini, en particulier un certain nombre de jeunes sont entrés à France Soir, en désaccord avec le «sang à la une», et pensant qu'il est possible de faire un «bon» journal de fait divers. Ces journalistes expliquent qu'il n'y a pas de censure directe, comme le fait Hersant, par exemple au Figaro (dont

les lecteurs savent à peine qu'il y a une grève à France Soir). Par contre, les titres sont souvent le moyen de donner la «couleur» du journal. Lors de l'assassinat du PDG du Crédit Lyonnais par Jean Bilski, un entrefilet de l'article signalant qu'un policier avait parlé des GARI avait donné le titre «Un anarchiste des GARI assassine le PDG du Crédit Lyonnais». Lorsqu'on demande aux journalistes comment ils réagissent dans de tels cas, ils répondent : «Qu'est-ce que tu veux ! On ne va pas prendre la porte pour un titre. Et si tu vas protester, tu as l'impression d'avoir affaire à un éredon. On t'explique qu'il fallait faire au plus vite...».

FAIRE DU «POPULAIRE»

Il reste que l'ensemble du journal remplit toujours aussi bien son rôle comme ce fut le cas récemment sur la sécurité dans le métro. Le fait que certains articles reflètent certaines préoccupations des masses n'y change rien, bien au contraire, car cela ne fait que continuer le reste, ou le gros titre. Cela, peu de journalistes, y compris ceux qui se situent politiquement «à gauche», s'en rendent compte, ou le reconnaissent :

«C'est vrai, sur la sécurité, ce n'était pas joli. Mais d'un autre côté, il faut bien se dire qu'on écrit pour le public de France Soir, pour un public populaire habitué à ce style, et très concerné par ces choses-là...».

Cet état d'esprit, revient finalement à une soumission idéologique. Il en est pour qui cette soumission est «librement consentie». Ceux-là s'habitueront très vite à Hersant. D'autres la digèrent mal, et trouvent dans la lutte contre Hersant un moyen de contourner le problème. Il est significatif, par exemple, qu'il n'y ait pas eu d'autres contacts entre ouvriers du Livre de France Soir et journalistes qu'à travers les syndicats : «C'est le genre de chose à laquelle on ne pense pas».

La lutte contre la main mise de Hersant (c'est à dire du pouvoir actuel) sur la presse est importante par ses enjeux. Les journalistes de France Soir en sont aujourd'hui à la pointe et il faut la soutenir. Mais cela ne les amène pas encore à remettre en cause leur fonction, à réfléchir sur le rôle de leur journal, qui fondamentalement ne changerait pas avec Hersant.

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

Expulsion de fermiers en Loire Atlantique

CHEIX-EN-RETZ : CE N'EST PAS FINI !

EXPULSES PARCE QU'„ILS N'ENTRETIENNENT PAS UNE VIGNE” ...dont le cépage est prohibé!

En avril 1963, Rondineau, propriétaire terrien et commerçant, loue à une famille qui vient s'installer à Cheix-en-Retz — les Mouillé — la ferme du Bois aux Moines. Cette propriété est couverte, sur un peu plus d'un hectare, par de la vigne au cépage prohibé. Armand Mouillé demande donc à Rondineau d'arracher ces cépages.

Rondineau ne s'exécutant pas, Armand Mouillé est contraint de porter l'affaire devant le tribunal. Cette fois (et ce sera bien la seule), la justice donne gain de cause au fermier.

Qu'à cela ne tienne ! Le propriétaire Rondineau fait appel et obtient en 70 la résiliation du bail et l'expulsion des Mouillé.

Depuis, les Mouillé, appuyés par une mobilisation massive des paysans du coin, résistent.



Un gendarme dont les vaches n'avaient sans doute pas entendu les sommations réglementaires se retrouve sur le cul.

Ainsi, en juillet, l'initiative reprend : plantation de choux, remise en place d'une clôture électrique, occupation pacifique d'un grand hangar par une cinquantaine d'agriculteurs. A cette occasion, un des membres du clan Rondineau sort de la maison et brandit une carabine.

C'est dans ce climat, marqué par une tendance à la reprise du travail sur l'exploitation des Mouillé par les paysans qui les soutiennent que se déroule la journée du 23 juillet.

le groupe, tombe face à face avec quelques gendarmes et l'équipe Rondineau qui tentent de s'opposer au retour du troupeau. Affrontement bref, les vaches servent de tampon, bousculade, quel-

poigné dans la position réglementaire, sur le cul, de même que le jeune Rondineau, tandis que le vieux perd sa casquette. Sorin, un autre

Arrivent alors des renforts de police. Le face à face dure deux heures ; 150 agriculteurs parmi lesquels plusieurs femmes, armés pour certains de triques, s'opposent à l'expulsion du troupeau, qui tourne en rond au milieu des cris et des bousculades. A la fin les policiers matraqueront durement plusieurs paysans qui se sont accrochés dans des barbelés de clôture. Et nous aurons pas mal de difficultés à sortir deux vaches des fossés remplis d'eau.

preneur Mabileau («saboteur») et à St-Hilaire de Challeons, Ste Pazanne et Rouans, contre les quelques FFA qui ont collaboré à l'expulsion.

laisser trainer quelques uns de ces animaux sur les terres avant de passer à des projets plus lucratifs.

«LES MOUILLÉ SONT DE RETOUR, ... IL VA FALLOIR FÊTER CELA»

C'est ce qu'on pouvait lire dans le dernier numéro de «Cheix-en-Retz Information» publié par la FDSEA, Paysans-Travailleurs, l'UL-CFDT de Machecoul et le MRJC.

Ainsi malgré les pressions du préfet sur l'EDF, malgré les exactions continues des Rondineau qui n'ont pas hésité à détruire une parcelle de luzerne, les Mouillé — fermement décidés à défendre leur outil de travail — sont revenus avec caravane et salle de traite sur les huit hectares qui leur restent.

Et s'il le faut, disent les paysans, on montera une éolienne.

Par ailleurs, les Mouillé qui ont fait appel sauront le 22 septembre si la justice confirme leur éviction. Une chose est sûre : les Rondineau et leurs acolytes ne sont pas prêts à jouir en paix des terres dont ils ont expulsé les Mouillé !

LA JOURNÉE DES VACHES

Le 23 juillet, «journée des vaches», marque le plus haut degré de la combativité des agriculteurs qui soutiennent les Mouillé. Protégés par les flics, quelques FFA (organisation agricole archi-réactionnaire) ont démonté la salle de traite, puis se sont éclipsés. Vers 14 H, on s'aperçoit que les vaches ont disparu où elles prenaient habituellement leur pâture. Un groupe part à leur recherche, les retrouve dans un pré éloigné, où les FFA et Rondineau les avaient chassées. Les vaches sont alors ramenées : dans un chemin creux,



ques coups. Un gendarme, dont les vaches n'avaient pas entendu les sommations réglementaires, se retrouve, malgré son mousqueton em-

membre du clan a du sang sur le front, des ronces sans doute... Bref les vaches sont ramenées à leur place légitime.

Les jours suivants, ou plutôt les nuits tandis qu'à lieu l'épreuve de force dont l'enjeu est la traite, et la survie du troupeau mis en péril par l'obstination destructrice du préfet Camous, des opérations de harcèlement ont lieu.

De l'autre côté, les chemins du Bois aux Moines sont difficiles pour ceux qui les occupent par la force, sous la protection, ces nuits-là de pistolets-mitrailleurs et d'un chien policier : des clous à trois pointes de bonne taille ont été fabriqués par les paysans. Des inscriptions à la peinture apparaissent sur la maison de Rondineau au Pellerin («spéculateur») à Cheix-en-Retz contre l'entre-

Contre-attaque des paysans, le 5 août au matin, 10 h 30 : descente surprise d'une quarantaine de gars dans la cour de la ferme. Affolement des occupants, qui sont maintenant peu nombreux et croyaient peut-être que tout était fini. Toute la journée, nous occupons les lieux (sauf la maison), la laiterie est démontée et transportée à travers champs, à bras d'hommes, sur plusieurs centaines de mètres dans le champ où nous avons déjà mis en place la salle de traite. On découvre aussi du grillage à moutons : comme on pouvait le prévoir, Joël, fils de Rondineau, incapable de faire un réel travail de fermier, espère sans doute

GRÈVE CHEZ SANDERS (Juvisy) POUR LES SALAIRES

Depuis le 6 juillet, les ouvriers des chaînes de production (soutirage, ensachage, palettissage) font des débrayages d'une heure par équipe (matin, après-midi), tous les jours pour la révision des grilles de salaires. Chez Sanders, le travail est polyvalent, le personnel permute et fait le même travail, mais la paye et les qualifications ne sont pas identiques. Ils revendiquent à travail égal, salaire égal. Déjà une forme de lutte avait été précédemment menée; le ralentissement, mais actuellement, la direction fait faire son tonnage manquant dans d'autres usines Sanders, principalement à Chateau-Gontier dans

la Mayenne et à Champagné dans la Sarthe, au Grands Moulins de Dôle dans le Jura, etc.

Une fois de plus, nous sentons le besoin de liaisons concrètes entre les ouvriers de différentes usines du trust Sanders ou autres trusts capitalistes comme ceux de Bourgogne-Électronique, des Câbles de Lyon, de Bourgeois (nous sommes allés à leurs différents meetings de solidarité) et avec lesquels nous avons un début de liaison, ainsi qu'avec des paysans luttant contre Sanders et d'autres trusts, des étudiants comme ceux de la faculté de Dauphine à Paris,

dont un certain nombre remettent en cause leur statut de futurs cadres, ceux de l'École d'Agronomie, etc... Il est vrai que toutes ces liaisons ne sont pas encore coordonnées, car il n'y a pas de pratique concrète d'unité populaire, car aucune centralisation conséquente des luttes n'est en place actuellement. Nous pensons qu'il faut œuvrer dans ce sens et tout mettre en œuvre pour qu'une véritable coordination se mette en place et ait une pratique.

Nous proposons que se tienne une réunion dans votre région (ouvriers de Sanders ou d'autres usines,

petits paysans et étudiants, un certain nombre d'entre nous étant en vacances, les déplacements sont plus faciles. Ce genre de réunion serait très utile, car dans l'échange du courrier, un certain nombre de questions restent posées (les rapports avec les unions locales et départementales, la position des syndicats, le problème de l'organisation unique des travailleurs; le syndicalisme de lutte de classe, l'unité ouvriers-paysans etc...) Ce sont là des questions qui demandent à être traitées de vive voix, en plus un échange d'idées, une pratique commune amènera des apports nouveaux et trans-

formera la réalité. Au cours des réunions qui se tiendront, nous proposons de discuter des problèmes suivants :
1) Comment concrétiser l'unité populaire dans les faits.
2) Comment développer les liaisons entre les usines, appuyés par les petits paysans et les intellectuels progressistes pour briser la division et bâtir pas à pas une organisation ouvrière unique (la même question se pose sûrement dans les autres couches du peuple).
La CGT Sanders - Juvisy
(APL 130 du 18 août 76)

en bref...

● S.A. LE ROUX
Dans la région de Vannes, 120 licenciements sont annoncés à l'entreprise de construction métallique S.A. Le Roux. Déjà le tribunal de commerce de Rennes a prononcé la mise en règlement judiciaire. Cette première décision qui ne va pas jusqu'à la fermeture et la liquidation, est un premier pas, pour voir si le terrain n'est pas miné, bien que l'on annonce «que de toute manière, il est nécessaire d'envisager le licenciement de 50 % de l'effectif».

LUTTES OUVRIÈRES

MICHELIN (Vannes)

LES SALES COUPS DE L'ÉTÉ...
ON LES LEUR FERA PAYER
À LA RENTRÉE

Le 17 juillet 1976, les travailleurs de l'usine Michelin de Vannes apprennent que deux de leurs camarades, le secrétaire de la section CGT et un délégué syndical CFDT sont licenciés par Durafour lui-même. La nouvelle est arrivée trois jours avant le départ en vacances. Doit-on s'étonner de la lâcheté du procédé et du calcul vicieux du ministre du travail qui, en choisissant cette période, entend couper l'herbe sous le pied à une mobilisation prolongée ? Cela n'a pas empêché les ouvriers de Michelin-Vannes d'engager dès le lendemain une série de débrayages tournants dans toute l'usine. Et de l'aveu même de syndicalistes de Michelin, l'action en vue d'imposer la réintégration des deux délégués dans l'entreprise va reprendre de plus belle dès la rentrée.

Le prétexte invoqué par Durafour, c'est la séquestration du patron au cours de la longue lutte menée du 4 janvier au 1^{er} avril de cette année par les ouvriers de Vannes contre la dictature du trust de M. François Michelin.

contre des dirigeants syndicalistes qui se sont portés à la tête de luttes offensives sont devenues trop systématiques pour ne pas être animées d'une logique sournoise : en effet que vise Durafour, et derrière lui, Bonnet qui, prenant exemple sur le zèle

des aspirations des travailleurs à la lutte. Combiné avec le recours de plus en plus fréquent aux bandes de Poniatowski contre les usines occupées, l'usage intensif des tribunaux, l'objectif avoué de Durafour est de décimer les organisations de lutte de la classe ouvrière.

RIPOSTER !

Rien donc aujourd'hui ne permet de penser que ces entraves répétées au droit syndical ne prennent fin sans une riposte énergique : Durafour a sur son bureau, d'autres dossiers en instance, d'autres «recours hiérarchiques» déposés par les patrons : trois délégués des Câbles de Lyon à Clichy, huit délégués de Bourgogne-Electronique (Dijon), etc...

Que la réponse de Durafour concernant ces dossiers ne soit pas encore connue,



Séquestration : le même motif a été invoqué trois semaines plus tôt par Durafour pour autoriser le licenciement de quatre délégués des usines Poclair de l'Oise : M. Bataille, le PDG, avait été retenu pendant quelques heures par plusieurs centaines d'ouvriers dans son siège social du Plessis-Belleville. Fait particulièrement marquant : toutes les usines Poclair de l'Oise étaient à ce moment-là en grève illimitée.

Ainsi, si l'on tient le compte des «recours hiérarchiques» formulés par les patrons et approuvés par le ministre, on en dénombre maintenant plus de seize ! Et, en chaque occasion, le ministre ne s'embarrasse pas des avis défavorables portés par les inspecteurs du travail et les tribunaux de sa propre classe : pour le cas des délégués de Poclair, Durafour désavoue d'un coup trois inspecteurs du travail et deux jugements du tribunal des référés ! Tant d'arbitraire suscite l'indignation. Partout, la protestation est vive face à ce piétinement délibéré de nos droits à nous organiser et à lutter.

DÉSORGANISER LES
SYNDICATS

Mais ces attaques brutales

anti-ouvrier du ministre du travail, vient lui aussi de licencier trois syndicalistes agricoles ?

Il s'agit en définitive d'intimider les syndicalistes, de les décourager de mettre le cadre éprouvé de l'organisation syndicale au service de luttes offensives contre la politique de crise. En usant ainsi de brimades, de mises au pas autoritaires, il s'agit d'inciter à la «prudence» les délégués, responsables de sections d'entreprises, d'unions professionnelles... «L'avertissement» du ministre est une pièce de taille dans l'arsenal répressif de l'offensive giscardienne con-

ne est certainement pas indépendant des rumeurs actuelles de remaniement au sein du personnel gouvernemental : Durafour, l'un des postulants envisagés pour la succession de Chirac, ne tient peut-être pas à ternir un peu plus son image «libérale» en s'acharnant, dans l'immédiat, à sa besogne anti-syndicale.

Dès les premiers jours de septembre, il va falloir être vigilants et préparer activement la riposte : le combat contre Durafour, contre la politique répressive à l'œuvre aujourd'hui est inséparable du combat d'ensemble contre la crise.

● PTT PARIS

A l'appel du syndicat CGT des Télécommunications de Paris, des pétitions ont circulé, demandant une réduction d'horaire et une amélioration des conditions de travail. Plus d'un millier ont été déposées sur le bureau de la direction régionale... Cette action hardie risque de bien rester lettre morte.

● RELIAC (DOUBS)

C'est aujourd'hui que prennent effet les licenciements de 72 ouvriers de l'horlogerie de Reliac à Maiche. Viennent s'ajouter aux «chômeurs de l'horlogerie française» ceux de «l'horlogerie suisse», frappant de nombreux frontaliers. L'heure est à la lutte et déjà les travailleurs et la section syndicale CFDT s'opposent aux licenciements.

hôpital de la Tronche
PRESSIONS RÉVISIONNISTES
CONTRE LA LUTTE

Peu après la coordination hospitalière de Grenoble, les faux communistes du PCF, inquiets, ont fait donner le banc et l'arrière banc de la fédération santé et des U.L. et U.D. CGT contre la lutte. Déjà la Fédé CGT santé avait menacé (dès le vendredi 13 août) de faire passer dans la presse un communiqué dénonçant la coordination hospitalière et interdisant la participation cégétiste à cette initiative. Seuls quelques syndicalistes révolutionnaires de la CGT et la section des Sablons-la Tronche avaient osé dire «non» et maintenir leur participation.

Dès la réunion tenue, ces conclusions (aussi limitées soient-elles) ont inquiété les tenants du programme commun. Les pressions fédérales et locales, ont abouti, grâce à une secrétaire de la section CGT de la Tronche, à une mise en demeure en direction de la CFDT.

Dans une lettre datée du 18 août 76, une des responsables CGT de l'hôpital marquait déjà ses distances avec «l'agitation de ces derniers jours». Selon elle, les travailleurs les Sablons-la Tronche «avaient perdu de vue leur objectif et auraient mieux fait de répondre à l'appel des Fédés» pour envisager une autre «suite à donner à cette trop longue lutte». Voilà qui était clair !

Après la reprise du travail d'une dizaine de gens administratifs, les révisionnistes

dans la CGT à l'initiative de l'UL, sortaient alors un tract (intitulé «où en est-on?») qui après avoir rappelé que les revendications locales avaient pour l'essentiel été satisfaites, insistait sur «des luttes unies, rassemblant le plus largement possible toutes les catégories de personnel hospitalier dans leur immense majorité».

Autrement dit : pas question que les ASH restent seuls en lutte, pas question de préparer autre chose que l'arrêt de la lutte... Mais ce

n'est pas encore chose faite ! Les ASH et les AST discutent entre eux à la restauration, au magasin, dans les services... pour arriver à réimposer l'unité et la lutte. Pendant ce temps des débrayages journaliers de 55 minutes avec AG dans l'hôpital, sont programmés périodiquement et entretiennent la mobilisation. Au sein de la CGT la lutte est désormais ouverte : pour ou contre les conclusions de la coordination des 14 et 15 août ? Les révisionnistes, n'ont pas encore la partie gagnée. S.R.

Ollier
(Clermont-Ferrand)
UN AN DE LUTTE !

Les 400 travailleurs de l'entreprise Ollier (fabrique de presses) entament leur deuxième année de lutte pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise. Comme pour beaucoup de luttes, la bourgeoisie compte sur le pourrissement, sur l'isolement, le découragement. Mais chez Ollier, cela a été un échec. La longueur de la lutte à elle seule le montre. C'est bien pour cela que la bourgeoisie menace aujourd'hui de faire évacuer l'usine. Il y a un an déjà, le tribunal des référés en donnait l'autorisation, puis reculait devant la déter-

mination des ouvriers. De telle menace n'impressionnent pas pour autant les travailleurs. Contre les mauvais coups du patronat, et pour y faire échec, ils multiplient les contacts avec «les 4 usines qui, à Clermont-Ferrand, sont actuellement occupées, elles aussi».

Ils viennent de procéder à la vente de 2 presses. Et ils soulignent, que si le patronat se refuse à satisfaire les revendications pour lesquelles ils se battent, «d'autres actions similaires ne manqueront pas d'avoir lieu».

Simca Chrysler (Poissy)

UN TRAVAILLEUR MAROCAIN DÉLÉGUÉ
ARRÊTÉ DANS SON PAYS

Mohamed Chaluboumô, délégué syndical chez Simca Chrysler (Poissy) a été arrêté le 5 août dernier, alors qu'il se rendait en vacances dans sa famille au Maroc.

Il n'est pas le seul ! Il y aurait actuellement des dizaines de travailleurs immigrés marocains, qui auraient été arrêtés à leur arrivée dans leur pays. En France, la répression les a également frappés durement pendant les vacances. Plus d'un vingtaine de travailleurs immigrés ont été expulsés, suite à la multiplication des contrôles dans le métro. La police vient aussi les interpellés pendant leur travail. Douze travailleurs immigrés, employés d'une entreprise de nettoyage, effectuait leur travail aux Galeries Lafayette, ont été arrêtés et gardés à vue 48 heures. Neuf ont été relâchés. Trois autres risquent l'expulsion. (Voir QdP d'hier)

La répression s'abat durement sur les immigrés. Les expulsions touchent les éléments les plus combattifs. Face au chômage, aux bas salaires, à la colère des masses popu-

lares, la bourgeoisie a vite fait de trouver un responsable : les immigrés. «Ils prennent notre boulot». C'est en fait, une vaste campagne de la bourgeoisie qui se développe depuis le début des vacances. «Ce sont les travailleurs immigrés qui sont

responsables de la crise» voudrait nous faire entendre la bourgeoisie. Face à ces attaques, il faut réagir. Il faut lutter pour empêcher les expulsions, dénoncer cette campagne raciste, ces manœuvres de division de la classe ouvrière.

ARCT (Roanne)

NON AUX LICENCIEMENTS

A ARCT, les menaces de licenciement se précisent. En octobre 74 déjà, la direction de l'usine fait état de soi-disant difficultés financières, qui entraîneraient 400 licenciements.

Aussitôt, à l'époque, les travailleurs réagissent et multiplient les actions, pour faire fléchir la direction : arrêt de travail, importantes manifestations, rassemblement populaire à Roanne se multipliaient.

Parallèlement, la direction depuis ce temps, impose les diminutions d'horaire (32 heures par semaine, 28 heures certaines semaines), le

départ en pré-retraite et de nombreuses mutations de poste.

Actuellement, la direction prend une attitude plus déterminée et annonce 269 licenciements. Elle veut en finir.

Cette nouvelle phase de la lutte pour les travailleurs qui restent très vigilants. Ils préparent actuellement, de nouvelles actions, pour défendre leur emploi.

Une fois de plus, la bourgeoisie voudrait que les travailleurs fassent les frais de ses nouvelles restructurations. Ce sera un échec !

POLITIQUE

CHIRAC S'EN VA, BARRE LE REMPLACE

LE POUVOIR MINÉ

SUITE DE L'ÉDITORIAL

• En ce qui concerne les orientations pro-atlantistes de politique étrangère que Giscard entend impulser, elles suscitent toujours une assez vive opposition à l'intérieur de l'UDR. Les changements, limités à chaque fois, apportés à l'orientation suivie par De Gaulle et Pompidou, constituent un virage net et visible de tout le monde.

La démonétisation de l'or et le rôle privilégié du dollar et du Deutschmark dans les questions monétaires, le discours du général Méry et la collaboration officielle et renforcée avec l'OTAN dans le domaine de la défense nationale, l'alignement de plus en plus fréquent sur les positions US dans les rapports nord-sud, autant de virages dénoncés maintenant assez ouvertement et largement au sein de l'UDR. Comme les pressions US ne vont pas cesser et que Giscard n'a pas les moyens de les remettre en cause, le divorce ne peut que s'accroître.

• Mais en plus, de nouvelles sources de contradictions se sont surajoutées, à celle ancienne et connue qui porte sur la politique étrangère. Comment solutionner la crise économique qui repart de plus belle, à peine affirmait-on «sortir du tunnel»? Comment enrayer la valse du franc? Comment combler le déficit du commerce extérieur? Comment juguler le mécontentement des masses, et empêcher qu'il mûrisse en un mouvement plus radical comme il est en train de le faire?

Le gouvernement Giscard-Chirac malgré 26 mois d'efforts, s'est avéré incapable d'enrayer le développement des aspirations révolutionnaires des masses, incapable de mettre sur pied le moindre «consensus national» comme dit la bourgeoisie. Cette impuissance confirmée, rend les politiciens bourgeois de la «majorité» Giscardienne, hésitants, divisés sur la meilleure voie à suivre pour réasoir de manière stable leur pouvoir.

Les recettes réactionnaires défilent. Faut-il poursuivre la politique dite de «réformes» et continuer de piller le programme commun, même si cela n'a guère fait illusion jusqu'à présent? Giscard s'était accroché à cette idée pendant plus de deux ans, mais hier soir à la télé, la politique de réforme a été réduite à sa plus simple expression, et placé par Giscard lui-même en troisième position derri-

re la lutte contre l'inflation et la sécurité des Français : la menace du recours à la répression est annoncé clairement.

Faut-il renforcer la pression sur la classe ouvrière et les bas salaires, et mener une politique d'austérité qui dise ouvertement son nom, comme le réclame à cor et à cri Debré? Peut-on risquer de perdre le soutien électoral de couches moyennes en dressant de nouveaux impôts? Autant de questions, autant d'hésitation qui traversent la majorité Giscardienne. Ces recettes ont été utilisées tour à tour et ont fait également faillite. Dans tous les cas, la répression, les atteintes aux libertés démocratiques constituent le recours pour faire payer la crise à la classe ouvrière et aux masses populaires; mais c'est sur la manière de camoufler cette politique que portent les désaccords, chacun craignant de faire le jeu de la «gauche».

• Parce qu'évidemment en toile de fond de ces affrontements, il y a la peur qui anime les partis au pouvoir, peur de devoir céder la place aux gestionnaires de l'union de la «gauche». Quelle est la meilleure tactique pour devancer la «gauche»? La aussi, il y a divergence: Chirac voulait des élections anticipées, Giscard les repousse et cherche un élargissement au «centre gauche», aux Caillavet, en attendant plus. Les uns veulent prendre ouvertement pour cible les socialistes, les autres tentent de les ménager pour préparer les lendemains de 78.

Pour les masses l'austérité, la répression, les moyens de la politique de Barre ne vont guère changer de ceux utilisés par Chirac, et cela conduira aux mêmes conséquences, en les aggravant: division dans le camp du pouvoir, mécontentement des masses et développement de leur action. Les prix, le chômage, la sécheresse, la mévente pour les petits producteurs de fruits, la répression, voilà dès cette rentrée les problèmes que vont rencontrer les ouvriers et les paysans et pour lesquels ils se préparent à se battre: avec ou sans Chirac à sa tête, c'est à la bourgeoisie de payer la crise. Les preuves de faiblesse qu'affiche la classe dominante constituent un encouragement à renforcer les coups que nous lui portons.

ILS ONT DÉCLARÉ

GISCARD

SUR CHIRAC :

«D'abord, il s'agit d'une démission. Lorsqu'il y avait l'an dernier des remaniements... c'était le président qui choisissait le départ du premier ministre. Ici, de manière claire, c'était le premier ministre qui souhaitait partir, c'est donc une démission dans l'esprit de l'article 8 de notre constitution. M.Chirac souhaitait l'accroissement de l'autorité du premier ministre. Alors accroissement aux dépens de qui? Est-ce qu'il s'agit d'un accroissement aux dépens de l'autorité du président de la république? Un transfert de responsabilités du président de la république au premier ministre serait fondamentalement contraire aux institutions de la 5^e république. Le général De Gaulle indique très clairement (dans ses mémoires) que l'exécutif comporte après le président qui est chargé des dossiers permanents et essentiels, un premier ministre qui traite des problèmes contingents.

L'ancien premier ministre avait envisagé de façon favorable l'éventualité d'élections anticipées à l'automne... Les élections législati-

ves devront avoir lieu à leur terme normal.

Un gouvernement, qu'est-ce que c'est, c'est une équipe. Et d'ailleurs, dans le gouvernement précédent, chose que je déplorais, le sentiment et parfois l'image de divisions étaient parfois donnés.

SUR BARRE :

«Il me semble être l'homme politique le plus apte à résoudre le problème politique qui est le plus important de l'époque actuelle, c'est-à-dire celui de l'inflation. Actuellement, les Français mettent en tête de leurs préoccupations, la lutte contre l'inflation, la stabilisation des prix, la défense de la monnaie. Monsieur Barre est sans doute le meilleur économiste français.

Ce qui m'a frappé dans la période récente, c'est que cette politique n'était pas clairement décrite et pas clairement perçue par l'opinion française.

J'ai demandé à Monsieur Raymond Barre pour élargir, notamment vers le centre gauche, cette majorité présidentielle... Il ne s'agit pas de remplacer des membres

de cette majorité par d'autres, c'est pour ajouter de nouveaux membres à cette majorité.

Les objectifs du gouvernement :

- Premier objectif : lutter contre l'inflation. Il doit concevoir un plan mettant la France au niveau des grands pays industrialisés, c'est-à-dire éliminant cette cause profonde de perturbation de notre vie politique économique et sociale.

- Deuxième objectif : la

sécurité des Français. Dans le monde moderne, répondre... autant que par la prévention que par la répression, aux besoins de sécurité des Français, traitant l'ensemble des problèmes qui les touchent à cet égard.

- Troisième objectif : Poursuivre la politique des réformes dans le sens de la simplification et de l'amélioration des conditions de vie d'un certain nombre de catégories et je citerai pour 77, les personnes âgées et les familles.

BARRE

L'objectif principal de la politique du nouveau gouvernement sera de combattre l'inflation et de maintenir la stabilité de notre monnaie. Cette action pour difficile qu'elle soit est indispensable pour assurer à la France la liberté, le progrès, l'indépendance...

Je suis convaincu que les Français sont capables par un effort de solidarité, de maîtriser les problèmes auxquels ils ont à faire face dans un monde difficile et troublé...

CHIRAC

«Je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assumer efficacement les fonctions de premier ministre et dans ces conditions, j'ai décidé d'y mettre fin.»

INTOXICATION ALIMENTAIRE DANS UN CENTRE AÉRÉ : 21 ENFANTS HOSPITALISÉS

Hier, dans un centre aéré d'enfants du 12^e, à Vincennes, 51 enfants ont été victimes d'une intoxication alimentaire. Dans la soirée, neuf étaient encore en observation à l'hôpital. Déjà en juillet, dans un autre centre de Vincennes des enfants avaient été intoxiqués par l'eau.

C'est dans les collectivités d'enfants (cantines scolaires, colonies, de vieillards (asiles...)) que surviennent le plus souvent de telles intoxications. La politique d'économie à tout prix en est responsable : manque de moyens de réfrigération, plats réchauffés, mauvaise qualité des aliments...

On entend moins souvent parler d'intoxication alimentaire dans les dîners d'affaires de la bourgeoisie.

SEVESO : La dioxine était vendue !

Le juge Rinaldo Rosini, a trouvé dans les bureaux de l'ICMESA, une facture sans nom d'acheteur faisant état de la vente de dioxine. Jusqu'à présent l'ICMESA prétendait fabriquer seulement du 2,4,5T (défoliant), la

dioxine étant une impureté de fabrication. Qui est ce mystérieux acheteur ? l'OTAN, l'URSS ?

Le Directeur et le directeur technique de la firme Givaudan, propriétaire de l'ICMESA ont été inculpés par le juge d'instruction chargé de l'affaire.

BARRE
Un technicien de l'exploitation

Le remplaçant de Chirac à la tête du gouvernement n'a pas effectué sa carrière de politicien dans un parti politique. Il n'en a pas moins, à 52 ans, une déjà longue carrière au service de la bourgeoisie dans les plus hautes sphères administratives. Il fait partie de ceux qui, moins connus que les politiciens de premier plan, prennent néanmoins une part active à l'élaboration des décisions politiques du pouvoir. Considéré par la classe dominante comme le «meilleur économiste» français, il a d'abord été professeur d'économie à l'université de Caen. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages universitaires sur les problèmes économiques. Il a ensuite fait ses armes dans les cabinets ministériels, puis à la commission du Marché Commun. Les experts bourgeois s'accrochent à reconnaître sa compétence sur les questions économiques et européennes, et le disent le plus apte à rétablir la situation de l'économie française. Mais ses solutions à quelques moda-

lités près sont connues, il n'y en a pas en effet plusieurs possibles. Ce sera une exploitation accrue des travailleurs quelle que soit l'étiquette qui lui sera appliquée. C'est en effet toujours ainsi que la bourgeoisie a essayé de sortir de ses crises, et les recettes des économistes ne sortent pas de ce cadre : blocage des salaires, augmentation des prix, accroissement du chômage, intensification du travail...

Barre nous a déjà donné un avant goût de ses compétences avec son rapport sur le financement du logement qui préconise une hausse des loyers, le versement de l'allocation logement sous forme de «chèques» que ne pourront pas toucher les travailleurs, mais qui devra être immédiatement transmis au propriétaire.

Voilà celui que Giscard d'Estaing nous a présenté comme le meilleur économiste de France.

LIBAN

UNE TREVE POUR COMBIEN DE TEMPS?

A la suite de l'accord intervenu avant-hier, il semble que les combats et les bombardements aient cessé à Beyrouth et dans la montagne. Le chef des «casques verts» a annoncé une réunion de toutes les parties en cause dans le conflit. Mais cette trêve peut-elle être durable ? Il est probable que ce temps sera utilisé par les Phalangistes pour réorganiser leurs forces et encercler Tripoli ; en effet, les forces de droite ont clairement annoncé leur volonté de poursuivre rapidement les combats pour contrôler totalement le Liban. Gemayel a déclaré que la guerre, résultant d'une «agression contre la légalité» ne pouvait se régler que par un écrasement des forces palestiniennes et progressistes. La politique de la Syrie va dans le même sens : en finir rapidement pour éliminer la Résistance Palestinienne et contrôler l'ensemble du Liban.

COLLUSION D'ISRAËL AVEC LA DROITE ET LA SYRIE

Les sionistes continuent leur politique dite de «bon voisinage» avec le Sud-Liban. Ils «invitent» des habitants de cette région à venir travailler en Palestine occupée, fournissent des médicaments, alors qu'ils bombardent les villages il y a quelques mois. Mais il ne s'agit pas que d'une opération de propagande : les sionistes en profitent pour tenter de

pénétrer au Sud-Liban. Cette possibilité de passage est d'ailleurs à sens unique : l'armée israélienne a assassiné le 15 août trois jeunes ouvriers palestiniens venus de la bande de Gaza qui voulaient se rendre au Liban. Voilà la réalité de cette «fraternisation».

En même temps, on apprend que Dean Brown, envoyé spécial de Ford au Liban a déclaré dans une interview que d'une part, «Israël est devenu l'un des principaux fournisseurs

d'armes aux chrétiens», que d'autre part «le gouvernement américain essaiera de persuader les autres puissances de la région, les autres Etats arabes, d'avoir un rôle plus actif pour résoudre le problème libanais». Ces faits et cette déclaration dévoilent la réalité du complot impérialiste : voir se renforcer l'alliance des Phalangistes, de la Syrie et de la réaction arabe en collusion avec les sionistes pour prendre en tenaille la Résistance Palestinienne.

SOUTIEN TOTAL



A LA RESISTANCE PALESTINIENNE ET AU PEUPLE LIBANAIS

- contre les troupes d'invasion syriennes
- contre les milices fascistes libanaises
- contre l'Etat sioniste d'Israël
- contre le complot impérialiste, avec la complicité de l'URSS, visant à écraser la Résistance Palestinienne

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

le quotidien
du peuple

COMMUNIQUÉ DE L'AMFP

APRÈS LE MASSACRE DE TELL-EL-ZAATAR LE PEUPLE PALESTINIEN CONTINUE À LUTTER POUR SA SURVIE AUX CÔTÉS DES FORCES PROGRESSISTES AU LIBAN

Des milliers de blessés et de malades, de femmes et d'enfants réduits à la disette ont afflué dans les zones contrôlées par les progressistes libanais et la Résistance Palestinienne.

Malgré les difficultés, l'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE (présidée par le Professeur MILLIEZ) continue à envoyer au CROISSANT ROUGE PALESTINIEN des médicaments et du matériel médico-chirurgical demandé d'urgence.

Vous avez déjà répondu nombreux à nos appels.

Cependant, les besoins en matériel sanitaire, en vivres, en vêtements, demeurent immenses.

Plus que jamais, le soutien matériel doit se renforcer.

VOUS POUVEZ FAIRE QUELQUE CHOSE MANIFESTEZ VOTRE SOLIDARITÉ AU PLUS VITE !

Adressez vos dons à :

ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

24, rue de la Réunion - 75020 - PARIS
C.C.P. LA SOURCE 34.521.83

Guadeloupe

LA COLERE GRONDE

L'activité de la Soufrière continue de progresser ; alors que l'on avait enregistré près de 200 séismes lundi, la nuit de lundi à mardi avait été marquée par environ 450 secousses et ces dernières 24 heures, c'est plus de mille secousses dont une très forte qui ont été enregistrées.

Face à cette progression du danger, aucune mesure supplémentaire n'est envisagée pour les habitants de Vieux-Fort qui sont autorisés à regagner leur village. De même, pour les ouvriers, qui vont travailler dans la zone dangereuse. Seules, des exhortations à la prudence leur sont prodiguées.

C'est que Stirn et le préfet sont non seulement incapables d'organiser l'installation des réfugiés, mais qu'aussi leur préoccupation principale n'est pas là. Le problème des représentants du gouvernement, c'est la colère des réfugiés, la montée des luttes dans l'ensemble du peuple guadeloupéen. En

effet, les dockers de Pointe-à-Pitre sont entrés en action pour exiger l'embauche de leurs camarades dockers de Basse-Terre, dans les camps une solidarité croissante se manifeste entre les réfugiés qui se trouvent encore, une semaine après leur déplacement, à vingt dans une salle de classe de trente mètres carrés sans

rien d'autre que ce qu'ils ont amené.

Le gouvernement français a peur de la montée de ces revendications, de cette croissance de l'unité du peuple guadeloupéen dans les luttes qui montrent l'inefficacité de cette aide de la France et qui peuvent remettre en cause sa domination.

Face à cette situation, ce sont de bien faibles solutions qui sont proposées ; comme l'annonce par le préfet de l'ouverture de chantiers de chômage, ou les déclarations de principe de Stirn. Enfin, alors que le gouvernement français fait un chantage au départ pour s'opposer aux revendications d'indépendance, cette menace

d'abandonner la «pauvre» Guadeloupe perd de plus en plus de son efficacité avec la situation actuelle où la France est bien incapable de régler les problèmes qui se posent.

Aussi la dernière solution, celle qui se prépare, c'est la répression dont les premiers effets se font déjà sentir.

Extraits du communiqué de presse de l'AGEG

Parmi les 73.000 personnes obligées d'évacuer la région de Basse Terre, les paysans pauvres, les ouvriers agricoles, les petits commerçants, les artisans, qui en constituent l'énorme majorité seront les plus touchés. Les ouvriers agricoles et les petits paysans auront perdu le petit élevage qui leur permettait de subsister ; les petits commerçants et les artisans seront plus vite ruinés par la cessation même temporaire de leurs activités.

Aujourd'hui, l'hypocrisie est à son comble. Le

pouvoir politique français n'a pas raté cette occasion pour monter une vaste propagande, afin de faire accrédi-ter l'idée que les Guadeloupéens ne sauraient vivre, ni même survivre sans l'aide de la France et de son gouvernement bienfaiteur. Le déplacement du plus petit pompier prend l'allure d'un haut fait d'arme, et fait l'objet d'une grande opération publicitaire. M. Olivier Stirn, ministre des DOM-TOM, de retour de Malaisie, et ne possédant selon toute vraisemblance aucune information précise sur la situation, n'hésita pas pour

autant à se lancer dans des tirades dithyrambiques, et alla même jusqu'à s'improviser vulcanologue averti. Ce que cherchent à faire oublier M. Stirn et ses serviteurs de bouche et de plume, c'est que le problème de la Guadeloupe est avant tout un problème colonial. Ils se vantent d'avoir mis hors de danger 73.000 personnes. Mais ils n'avouent pas que 50.000 de ces personnes ont été accueillies par la population elle-même ; ils ne disent pas que pour les 23.000 restants, les conditions de vie dans les «camps de

réfugiés» sont scandaleuses. Ils ne s'expliquent pas sur le fait qu'une population vivant dans une région volcanique soit maintenue dans l'ignorance des mesures les plus élémentaires à prendre pour faire face à un cataclysme éventuel ;

M. Stirn préfère déclarer dans une conférence de presse tenue le jeudi 19 août que malgré tout, une éruption ferait une bonne publicité pour le tourisme en Guadeloupe. Il n'est pire humiliation que la charité de celui qui vous maintient dans l'esclavage et profite de votre malheur

en bref...

● RÉPUBLIQUE SAHRAOUIE DÉMO- CRATIQUE

Les forces du Front POLISARIO ont attaqué le poste d'Argoub tenu par des éléments des troupes d'occupation mauritaniennes et l'ont occupé pendant deux heures. De nombreuses armes ont été saisies et des Sahraouis prisonniers libérés.

et de votre faiblesse momentanée pour mieux vous montrer qu'il est le maître. Cela, le peuple guadeloupéen l'a compris, et c'est pourquoi spontanément il n'a compté non pas sur la charité du maître à l'esclavage, mais sur la solidarité guadeloupéenne.

Le regain d'activité de la Soufrière lui a permis en définitive de comprendre qu'il lui faut s'organiser, et cela, ce ne peut être l'œuvre du pouvoir politique français.

Association Générale
des Étudiants
Guadeloupéens

INTERNATIONAL

AFRIQUE AUSTRALE

JOHANNESBURG : PROVOCATIONS ORGANISÉES PAR LES RACISTES

Alors que la grève des transports qui paralyse complètement Johannesburg continuait, mardi, ont eu lieu des affrontements qui, d'après la presse bourgeoise, «mettaient aux prises des grévistes et des non-grévistes».

En fait, il s'agissait de commandos de briseurs de grèves, encouragés et organisés par le gouvernement et souvent encadrés par la police. Ces affrontements ont fait plusieurs morts. Devant l'unité et l'ampleur du mouvement, Vorster doit faire appel à cette tactique de provocation et de division. Comme tous les colonialistes et impérialistes, il cherche à opposer et à faire s'affronter des éléments du peuple d'Afrique du Sud d'après de prétendues appartenances tribales (il semble en particulier que les briseurs de grèves étaient des membres de l'ethnie zoulou). La politique de la bantoustanisation va dans le même sens : chaque travailleur

devra être rattaché à une «tribu» et appartenir à un bantoustan encadré par des chefs. Les racistes veulent reconstituer une structure de tribus qu'ils pourraient dominer plus facilement en favorisant certains au détriment des autres, en s'appuyant sur des «chefs traditionnels». Ces manœuvres sont vouées à l'échec : en effet, la conscience nationale du peuple s'est forgée dans la lutte depuis plus d'un siècle. Les buts et l'origine des commandos anti-grévistes sont clairs, et ce n'est pas au moment où les chefs des bantoustans se déclarent solidaires du mouvement que les racistes peuvent espérer une recrudescence d'affrontements ethniques.

D'autre part, l'opposition libérale au gouvernement Vorster continue à le supplier de faire des réformes. «Il faut sauver l'Afrique du Sud» a déclaré l'un de ses membres, De Villiers Graaf.

NAMIBIE-DIX ANS DE LUTTE

26 AOÛT 1966 : DÉBUT DE LA LUTTE ARMÉE DE LIBÉRATION DU PEUPLE NAMIBIEN

La Namibie (Sud Ouest africain) est une nation africaine occupée illégalement et colonisée depuis plus de cinquante ans par le régime raciste d'Afrique du Sud. Les racistes y ont également instauré l'apartheid et tout le système d'oppression (passeports intérieurs, livrets de travail) qu'ils ont élaboré. La lutte du peuple namibien, lutte dont la légitimité est reconnue par l'ONU et qui est soutenue par de nombreux pays, s'est considérablement développée depuis une vingtaine d'années ; le SWAPO (Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain) dirige la lutte armée depuis dix ans. Alors que Vorster tente de mettre sur pied une solution de fausse indépendance et de bantoustanisation de la Namibie, nous rappelons les données essentielles du problème et les étapes de la lutte du peuple namibien.



UNE OCCUPATION ILLÉGALE

La colonisation allemande débute en 1884. Elle se heurte à une guerre de résistance acharnée du peuple de Namibie qui durera jusqu'en 1907. L'impérialisme allemand mène une guerre d'extermination, massacrant la population pour s'emparer des terres et des troupeaux. Pendant la première guerre mondiale, les Sud-Africains chassent les Allemands et envahissent la Namibie. En 1920, la Société des Nations donne un mandat de tutelle de la Namibie à l'Angleterre qui délègue ses pouvoirs à l'Afrique du Sud.

En fait, l'Afrique du Sud procède à l'annexion pure et simple de la Namibie, l'administrant directement et contrôlant totalement son économie. En 1946, l'Afrique du Sud refuse de reconnaître l'autorité de l'ONU sur la Namibie, donc d'envisager son accès à l'indépendance.

UNE LUTTE ACHARNÉE

L'exploitation capitaliste, la déportation des travailleurs de différentes nationalités pour travailler dans les mines et les usines créent les conditions d'apparition d'une conscience de classe et d'une conscience nationale. La SWAPO, première organisation de résistance nationale est créée en 1958. Le 10 décembre 1959, une manifestation de travailleurs à Windhock. La police tire, faisant onze morts. Le 26 août 1966, la SWAPO déclenche la lutte armée.

Le 27 octobre 1966, nou-

velle résolution inappliquée de l'ONU qui met au fin du mandat de l'Afrique du Sud et la somme de faire accéder la Namibie à l'indépendance. Le gouvernement raciste ne répond que par une répression accrue : 37 militants sont condamnés à de lourdes peines de prison en 1968.

GRÈVES ET BOYCOTT

De décembre 1971 à mars 1972, des grèves générales paralysent l'économie ; les travailleurs namibiens entrent en lutte pour obtenir les droits les plus élémentaires dont ils sont privés. Cette action de masse d'ampleur donne au peuple une plus grande conscience de sa force et augmente sa combativité. En même temps que la guérilla se développe la lutte est menée sous des formes très différentes : en 1973, la SWAPO appelle au boycott des élections dans le «bantoustan» d'Ovamboland ; les abstentions s'élèvent à plus de 97%. Les racistes réagissent par une nouvelle vague de terrorisme policier (arrestations massives, tortures). Pendant la guerre en Angola, les troupes d'intervention sud-africaines pénètrent massivement en Namibie, mais cela n'empêche pas la guérilla de continuer. Aujourd'hui, tout en continuant la répression, le gouvernement de Vorster, pour tenter de faire illusion devant l'opinion internationale, veut organiser l'indépendance d'une partie de la Namibie avec des fantoches et le dépeçement du reste du territoire avec des bantoustans et une zone «blanche» directement annexée.

Portugal : Soares : un programme contre la classe ouvrière

«Je veux remettre l'économie portugaise en état de fonctionnement», affirme Mario Soares en présentant son programme de gouvernement. Le 24 juillet, il a formé un gouvernement socialiste homogène, «seule solution de gauche dans la conjoncture actuelle».

Après l'échec du P(C)P dans sa tentative d'établir un capitalisme d'État, la bourgeoisie portugaise, regroupée derrière Eanes veut obliger la classe ouvrière à payer le prix du redressement et de la restructuration - après la perte des colonies - de l'économie portugaise. D'un côté, Soares menace (voir encart). De l'autre, il affirme : «La droite militaire n'a de chance que si nous ne parvenons pas à stabiliser l'économie et à garantir la sécurité politique et sociale au Portugal».

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT CONTRE LES TRAVAILLEURS

Cette politique s'est traduite, cet été, par deux faits. D'un côté Carvalho, qui s'est fait le porte-parole dans une certaine mesure de ce que Soares appelle «les abus des travailleurs», «les formes de lutte illégitimes», est étroitement surveillé. De l'autre Spinola est rentré au Portugal. Il reste libre, bien qu'ayant tenté un putsch réactionnaire. Dans le même

temps, les anciens membres de la PIDE sont relâchés, Toulza de Arriaga, général fasciste est revenu au Portugal et organise ouvertement un parti fasciste.

Soares sans masque
Tout le programme de Soares passe par la répression de la classe ouvrière, comme le montre cette déclaration, au lendemain de sa nomination :

«J'ai été amené à souligner, c'est vrai, un certain nombre d'abus, commis par des travailleurs de l'industrie : l'absentéisme dans les entreprises nationalisées ; des revendications peu compatibles avec les nécessités de notre économie ; le manque de discipline dans le travail. D'autre part, cette classe ouvrière, la plus évoluée politiquement, a mis en pratique certaines formes de lutte que nous considérons illégitimes, comme la séquestration d'administrateurs, la captation de certains biens, la destruction de locaux ou de marchandises. Je l'ai dit nettement : nous ne sommes pas disposés à admettre cela.»

Sous prétexte que «la stabilité économique est la condition sine qua non de la poursuite de la voie socialiste» (sic), Mario Soares s'attaque violemment à la classe ouvrière dont les revendications font obstacle à cette normalisation et dont les aspirations s'opposent au projet bourgeois. Il laisse dans le même temps le champ libre à la droite officielle, présente ouvertement dans l'armée, sorte de menace permanente qu'il brandit : tout désordre - donc les revendications des travailleurs - qui empêche le retour à la stabilité ne peut que servir la droite, affirme-t-il, celle à laquelle il laisse lui-même le champ libre. D'un côté Soares cherche à créer un consensus social en utilisant l'épouvantail fasciste pour justifier la stabilité, de l'autre, il utilise la répression sans gêne aucune. Aucun autre parti au Portugal n'aurait pu mener de front ces deux aspects de la politique anti-ouvrière.

LE PORTUGAL ET L'EUROPE

«Notre but, c'est l'intégration économique avec l'Europe», affirme le premier ministre portugais. Soares et la bourgeoisie portugaise cherchent une aide extérieure «tout à fait nécessaire» pour

redresser l'économie portugaise, d'abord grâce à des soutiens financiers de la CEE, ensuite en ayant la possibilité d'ouvrir le marché européen aux produits portugais.

Ensuite, l'intégration à l'Europe représente une certaine garantie politique pour la bourgeoisie portugaise, face aux aspirations du peuple portugais qui, pour avoir été étouffées après le 25 novembre, ne manqueront pas de se réaffirmer avec force. Aussi espère-t-elle bénéficier de la solidarité des pays européens, tels que l'Allemagne de Schmidt, ou la France de Giscard. «L'Europe a intérêt à aider notre expérience... si nous échouons, cela peut ouvrir une ère de grande instabilité sur le continent».

La garantie qu'offre Soares aux pays européens est la même que celle qu'il offre à la bourgeoisie portugaise : assurer la stabilité en imposant les sacrifices les plus lourds à la classe ouvrière. Pour autant, des désirs de Soares à leur réalisation, il y a loin : le retour de Spinoza a suscité la riposte de plusieurs milliers de manifestants à Lisbonne. Le retour des patrons s'est accompagné et s'accompagne toujours d'une forte résistance.

LES RICHESSES DE NAMIBIE PILLÉES PAR LES RACISTES

- **Diamants** : deuxième fournisseur, exploités à 95% par le trust sud-africain De Beers.
- **Cuivre, zinc, plomb, tungstène.**
- **Uranium** : Rio Tinto commence l'exploitation du gisement à ciel ouvert de Rössing qui serait le plus important du monde (100.000 tonnes). L'Afrique du Sud va l'utiliser pour son programme nucléaire avec l'aide de l'impérialisme français.
- **Élevage** : Bœuf et mouton : un million 800.000 têtes. Exportations en Europe et en Afrique du Sud. Mouton «karakul» qui sert à la fabrication de manteaux de fourrure de luxe, exportés en Europe.

Corée : Réunion de la commission d'armistice

Après les incidents de la semaine dernière, les Américains ont décidé de participer à une réunion de la commission d'armistice destinée à rediscuter l'organisation de la ligne d'armistice pour enrayer la tension actuelle. En même temps, l'état d'alerte des troupes d'occupation continue. Des B52 effectuent des missions de reconnaissance dans l'espace aérien de Corée du Sud. La conduite peu cohérente de l'impérialisme américain qui multiplie les provocations, puis semble reculer, est révélatrice des hésitations de Ford en pleine campagne électorale. De plus, il est probable que la place de la Corée dans la politique étrangère des USA, après la «désengagement» en Asie du Sud-Est est encore une question pendante.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Au moment où les travailleurs italiens se préparent à lutter contre les méfaits de l'industrie chimique capitaliste et des cancers qu'elle engendre, où les ouvriers d'Amisol luttent contre le cancer de l'amiante, il nous est apparu utile de dresser un premier tableau des cancers professionnels, maladie malheureusement en pleine expansion.

CANCERS «PROFESSIONNELS»

Les véritables causes

Rhône-Poulenc (Saint-Fons sud)

LES OUVRIERS EMPÊCHENT L'EMPLOI D'UN PRODUIT CANCÉRIGÈNE

En France, le cancer professionnel officiellement ça n'existe pas... Pas de registre du cancer, alors qu'il existe dans d'autres pays (en Grande-Bretagne depuis 1921) où toutes les morts par cancer sont notées. C'est ce qui a permis de mettre en évidence par une enquête les cancers du sinus chez les travailleurs utilisant des bois exotiques.

Pas d'enquête épidémiologique, c'est-à-dire d'enquête portant sur les causes de mortalité par cancer, leur fréquence, selon les âges, les branches professionnelles, les emplois, les sexes... Aux USA, ce sont de telles enquêtes qui ont mis en évidence les taux de cancers élevés dans l'industrie du caoutchouc.

Très peu de réparation. Officiellement, selon les statistiques de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, seuls 10 cas de cancers sont signalés en 1974, ce sont 10 cas de leucémie benzénique.

La politique de la bourgeoisie est simple dans son cynisme : pas d'enquête, pas d'étude qui pourraient mettre en évidence un problème et si quelques cas apparaissent, s'arranger de toute façon pour ne pas les reconnaître et les indemniser.

Mai 74 : Rhône-Poulenc veut démarrer la fabrication du Chlorure d'homidium, produit utilisé en Afrique, pour le traitement des vaches, contre la mouche tsé-tsé.

Cette fabrication utilise la benzidine, produit hautement cancérigène. 5 ans d'exposition à la benzidine ou à ses dérivés, c'est, en effet, avoir 9 chances sur 10 de mourir d'un cancer de la vessie. C'est le cas encore fréquemment dans l'industrie des colorants, où l'on utilise massivement les amines aromatiques, famille de produits chimiques dont fait partie la benzidine.

Les travailleurs de l'atelier du 1/2 GRAND sont alertés par leurs sections CFTD et CGT. En CHS, ils posent plusieurs questions à la direction :

- la benzidine est-elle oui ou non interdite en Grande-Bretagne ?
- les sels de benzidine sont-ils cancérigènes ?

La direction ne donne aucune réponse et pour cause :

- la benzidine est interdite depuis 1967 en Grande-Bretagne,
- les sels de benzidine sont eux aussi dangereux.

Les travailleurs signent alors une pétition à 100 % où ils «refusent de travail-

ler sur ce procédé dans les conditions actuelles».

Devant la détermination des travailleurs, la direction suspend la fabrication.

Cette lutte des travailleurs de Rhône-Poulenc est très riche d'enseignement : elle montre que la détermination des travailleurs, permet de faire reculer les patrons. Elle attire l'attention sur le scandale de l'industrie des colorants. Des milliers de tonnes de colorants très cancérigènes ont été ou sont encore fabriqués et utilisés en France et dans le monde (notamment en France chez Francolor-Société Française des matières Colorantes à Saint-Clair du Rhône) du groupe Péchiney. Aucune interdiction d'emploi pour ces produits en France ! Tout au plus reconnaît-on le cancer professionnel (mais 30 ans après l'exposition).

Cette lutte montre aussi ce que pourrait être l'industrie chimique sous le socialisme où le procédé de fabrication sera déterminé en fonction de

l'absence ou non de risques pour la santé des travailleurs et non plus, comme maintenant en fonction du profit.

Les chercheurs pourront mettre leur savoir au service des travailleurs ; ils étudieront avec eux le meilleur processus de fabrication. C'est cette même exigence de mettre la science à leur service qu'exprimaient les travailleurs d'Usinor, lors de leur grève pour obtenir la machine à changer les tuyères.

PÉTITION DES TRAVAILLEURS DE RHÔNE-POULENC SERVICE RTS DEMI-GRAND

«Le personnel des petites fabrications et laboratoires, sous signé, appelé à travailler sur le chlorure d'homidium.»

Ce procédé ayant l'emploi de benzidine et ses dérivés, reconnu comme produit cancérigène, compte-tenu de l'implantation de l'installation, ce personnel se déclare solidaire et refuse ce procédé dans les conditions actuelles.

Sidérurgie

SURTOUT LES OUVRIERS DES FOURS A COKE...

Une enquête portant sur environ 50 000 sidérurgistes américains a montré que les travailleurs des fours à coke étaient deux fois plus exposés aux cancers pulmonaires que les autres sidérurgistes, dix fois plus s'ils travaillaient au sommet des fours à coke.

Les produits cancérigènes responsables sont les hydrocarbures polycycliques aromatiques que l'on retrouve dans l'industrie de l'aluminium (la combustion des anodes utilisées à la fabrication de l'aluminium en dégage) et plus généralement là où on utilise des goudrons, du brai, des huiles.

17 produits cancérigènes sur l'homme

(officiellement)... un millier sur les animaux

1) Agents chimiques cancérigènes ou potentiellement cancérigènes de nature minérale.

Ce sont :

- l'amiante reconnue comme responsable de l'asbestose, celle-ci pouvant être compliquée par un cancer des bronches et du poumon ; l'amiante peut être aussi à l'origine de 25 à 50 % des cas de mésothéliomes (tumeurs pleurales ou péritonéales, comme à Amisol, Clermont-Ferrand).

- l'arsenic (les risques n'existent plus dans l'industrie, mais peut-être encore dans l'agriculture) ;

- le nickel, lorsqu'il est raffiné selon un certain procédé, ou utilisé comme nickel carbonyle.

- le beryllium ;
- l'oxyde de fer dans les mines de fer, qui pourrait être à l'origine des cancers bronchopulmonaires ;

- les chromates (aérosols d'acide chronique utilisés en galvanoplastie) et les uronites : la fréquence des cancers bronchiques est de 17 à 40 % plus élevée dans la population exposée à ces produits ;

2) Agents chimiques cancérigènes ou potentiellement cancérigènes de nature organique.

Ce sont :

- certains lubrifiants : huiles minérales, huiles de schiste, huiles d'anthracène, qui par contacts répétés et à certaines températures, peuvent donner des cancers cutanés ;
- les goudrons et les brais de houille, les

suies ou les imbrûlés lourds (sidérurgie) ;

- le benzène qui est à l'origine de leucémies (Rhône-Poulenc) ; il apparaît surtout comme un co-cancérigène, agissant en présence d'autres produits.

- certains hydrocarbures chlorés qui sont soupçonnés de favoriser des tumeurs hépatiques (chloroforme, tétrachlorure de carbone, trichloréthylène) et les pesticides chlorés (DDT, aldrine, dieldrine) ;
- certains alcools et éthers (notamment, l'éther dichlorométhyle, le diéthylène glycol) ;

- les résines epoxy
- le phénol et le bétanaphtol qui sembleraient provoquer des tumeurs cutanées chez les animaux ;

- le chlorure de vinyle (P.U.K.) ;
- les produits favorisant la formation de cancers de la vessie : benzidine, amino-4-diphényle, l'auramine (colorants utilisés dans les industries du textile et du papier) ;

- les nitrosamines (poudreries) et les nitrosamides, qui, sur le plan expérimental, apparaissent comme des cancérigènes puissants ;
- un autre colorant, le P. diméthylaminoazobenzène ou jaune de beurre, dont le pouvoir cancérigène a été démontré sur le rat ;

- le diazométhane qui provoque chez l'homme au niveau des muqueuses, des irritations, et dont l'insolation provoque chez le rat des adénomes et des cancers du poumon ;
- l'hydrazine et certains de ses dérivés, cancérigènes sur le rat et la souris.

UNE LEUCÉMIE QUI NE DOIT RIEN A LA FATALITÉ : LA LEUCÉMIE BENZÉNIQUE

La leucémie nous est présentée comme un mal implacable envoyé par le destin. Il en est au moins une où cette fatalité-là porte un nom, celui du capitalisme.

En 1974, 10 morts officiellement par leucémie benzénique. Mais le chiffre est inférieur et de loin à la réalité. Rien qu'à Rhône Poulenc à

Saint-Fons, en 6 mois, il y a eu 3 décès dont un seul a été reconnu comme maladie professionnelle. Le benzène est un produit chimique provenant du pétrole ou du charbon. C'est un intermédiaire de synthèse et il est donc très employé dans l'industrie chimique. Son action sur l'organisme consiste en une atteinte de la moelle osseuse, c'est-à-dire là où se forment les constituants du sang. Cela donne une leucémie. La législation interdit l'emploi du benzène ou de tout solvant en contenant plus de 1 % autrement qu'en vase clos. Une seule exception, et de taille : les pétroliers ont obtenu le droit d'en mettre dans les carburants autos.

Une conséquence, entre autres, de ce privilège : une ouvrière, colleuse en chaussures, est morte de leucémie benzénique pour avoir utilisé une colle diluée au super... Le super en question contenait 12 % de benzène pur !

LA «PRÉVENTION»... DU POINT DE VUE PATRONAL

Deux experts patronaux anglais, T.S.Scott et M.H.C. Williams proposèrent en 1957, dans un document officiel du patronat anglais intitulé «Code du travail recommandé par l'industrie britannique des colorants pour la fabrication et l'utilisation des produits entraînant des tumeurs de la vessie», d'embaucher des hommes de plus de 40 ans.

L'explication est simple : le temps d'apparition de la tumeur est en moyenne de 18 ans dans cette industrie des colorants, c'est donc à l'âge de la retraite que l'ouvrier découvre son cancer !

C'est la solution adoptée actuellement en Inde.

La tendance des patrons américains, selon le New York Times, est d'exporter les conditions de travail dangereuses vers les pays où la réglementation est faible ou inexistante.

C'est ainsi que de 1968 à 1973, les exportations vers les Etats-Unis de produits finis contenant de l'amiante ont augmenté de trois millions de livres.

LE CANCER DES HUILES DE COUPE

La vallée de l'Arve, en Haute-Savoie est l'objet d'une véritable épidémie de cancer de la peau et, plus particulièrement, de la peau des organes génitaux. 133 cas en 15 ans avec une mortalité de 37 %. Le risque est 36 fois plus élevé que pour la population générale.

C'est dans cette vallée qu'est concentrée la majeure partie de l'industrie du décolletage (fabrica-

tion de vis, de boulons, d'axes...).

Les travailleurs de cette industrie baignent dans l'huile de coupe. Or les analyses ont montré que ces huiles de coupe, même neuves, contiennent des quantités importantes de produits cancérigènes et plus l'huile vieillit, plus elle s'enrichit en cancérigènes. Une question grave se pose : quel est le risque pour l'ensemble

des ouvriers (tourneurs, fraiseurs...) utilisant des huiles de coupe ?

Une certitude en tous cas ; les responsables ce sont les pétroliers qui mettent sur le marché des huiles contenant des cancérigènes alors que, moyennant un raffinage supplémentaire, il est fort possible de fournir des huiles sans cancérigène, mais avec moins de profit.

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

3 mois déjà, 3 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus étroitement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal. 300 F
- Abonnement de soutien. 500 F
- Abonnement de soutien. F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au
«Quotidien du Peuple»
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

"LE TALON DE FER"

de Jack LONDON

Un classique de la littérature révolutionnaire

Écrit en 1907, ce livre est l'aboutissement de l'évolution politique de Jack London et la somme de son expérience de militant : « J'avais mis mon espoir en une victoire paisible, remportée grâce aux urnes, fait dire London au héros de son livre, Ernest Everhard. J'avais tort. Nous allons être dépouillés des quelques libertés qui nous restent, le talon de fer nous marchera sur la face ; il n'y a plus rien à attendre qu'une révolution sanglante de la classe laborieuse. Cette conviction révolutionnaire conduira Jack London, neuf ans après le « Talon de fer » à rompre avec le parti socialiste américain à cause de sa politique de collaboration de classe.

UN PAMPHLET TOUJOURS ACTUEL CONTRE LE RÉFORMISME

Le « Talon de fer » est un appel à la lutte sans compromis avec l'ennemi de classe : « Pas de quartier ! Il nous faut tout ce que vous possédez. Nous ne nous contenterons de rien de

moins. Nous voulons prendre entre nos mains les rênes du pouvoir et la destinée du genre humain. » Et comme l'écrivait Paul Vaillant-Couturier dans la préface à l'édition de 1932 du « Talon de fer » : « Il faut rendre cette justice à Jack London que jamais il ne crut aux ronronnements endormeurs du pacifisme, ni aux promesses de duperie d'une révolution sans violence ».

Cette critique du réformisme est menée sous la forme d'un roman d'anticipation à plusieurs niveaux : le livre est censé avoir été écrit en 1932 par la femme du dirigeant révolutionnaire Ernest Everhard et retrace la lutte contre le « talon de fer » de 1912 à 1918. Nous assistons à l'avènement du fascisme, puissamment aidé par le réformisme du parti socialiste (« le système capitaliste va tomber en morceaux. Dans un mois nous enverrons 50 hommes au Congrès. Dans deux ans tous les postes officiels seront à nous ») ; l'attentisme du parti socialiste, qui mise sur une alliance électorale

avec le parti de la moyenne bourgeoisie laisse toute liberté aux capitalistes de recourir au fascisme pour préserver un pouvoir qu'ils sentent menacé. Après la liquidation de leurs élus du Congrès, les socialistes choisissent la voie de la révolution et le livre s'interrompt sur l'échec sanglant de la première insurrection contre le « talon de fer », à cause de son déclenchement prématuré, et la préparation d'une nouvelle insurrection dont on sait qu'elle échouera également. Échec non définitif : Jack London laisse entrevoir le résultat final : la victoire du prolétariat et le règne de la « fraternité » après trois siècles de domination du « talon de fer ».

Si London ne doute pas de l'issue, il la laisse cependant dans le vague, l'envisage à lointaine échéance et d'un point de vue plus mystique et romantique qu'authentiquement communiste : si à travers l'échec de la « Commune de Chicago », London condam-

ne toute forme de violence désordonnée, inorganisée, contre le Capital, les masses n'y apparaissent que comme un troupeau incapable d'être organisé, complètement passif, en dehors de brusques « accès de fièvre ». Du coup, la révolution prolétarienne doit être pour London un vaste complot organisé par des spécialistes de l'insurrection et auquel les masses, loin d'en être l'élément moteur, assistent en spectateurs. L'individualisme de London se retrouve dans sa conception du travail révolutionnaire : chez les « révolutionnaires » du « Talon de fer », les actes d'héroïsme individuel, les déguisements, les mots de passe et l'infiltration d'agents doubles dans les rangs ennemis tiennent lieu de travail de masse !

En dépit de ces limites, le « Talon de fer » reste un livre de combat et un livre fondamentalement optimiste : pour combattre les illusions d'un passage « en douceur » au socialisme, Jack London montre — à travers la longue

description de la répression de « la Commune de Chicago » — tout ce dont la bourgeoisie est capable pour sauvegarder son pouvoir, et décrit la manière dont elle s'appuie sur l'aristocratie ouvrière et les syndicats réformistes auxquels elle jette quelques miettes du festin. Sous l'apparence d'un « reportage dans le futur », le « Talon de fer » est en effet une véritable autopsie du système capitaliste dévoilé dans tous ses mécanismes de domination ; il dénonce la presse pourrie, vendue au Capital, l'Église aux ordres de la classe dominante, les intellectuels, chiens de garde de la bourgeoisie.

UNE OEUVRE DE ROMANTISME RÉVOLUTIONNAIRE

Le romanesque, loin de gommer l'analyse, l'éclaire et l'illustre tout à la fois, faisant du « Talon de fer » une œuvre riche de sentiments humains. Un des aspects les plus attachants du livre vient de la trame

même du récit : la prise de conscience d'une intellectuelle — la narratrice — son engagement dans la lutte révolutionnaire aux côtés de son mari, un ouvrier révolutionnaire autodidacte, sa révolutionnarisation, ainsi que celle de son père (ils rompent totalement avec les privilèges de leur classe et partagent la vie quotidienne des masses). Au sein même de la lutte, de nouveaux rapports humains se créent. Ainsi dans les chapitres consacrés au séjour d'Avis et de son mari dans un refuge de révolutionnaires, Jack London nous les montre inventant une nouvelle manière de vivre, qui est comme l'ébauche de ce que sera une vie libérée dans la société socialiste.

Cet optimiste de London, cette foi dans la révolution, font du « Talon de fer » un livre à lire, malgré ses limites politiques, malgré aussi des longueurs et maladresses d'expression.

Catherine LEMEL

feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Cependant, depuis l'adoption du regard foudroyant, des flâneurs de Weitchouang prirent encore plus de plaisir à le taquiner. En l'apercevant, ils s'exclamaient d'un air surpris :

- Oh, mais ça brille ici !

Ah Q, selon sa coutume, entra en rage et les foudroya du regard.

- Oh ! Mais, c'est la lampe à pétrole ! continuaient-ils sans se laisser intimider.

Voyant que son système ne réussissait pas, Ah Q chercha un autre moyen de revanche.

- Vous n'êtes même pas dignes de l'avoir...

Et dans ces moments-là, les cicatrices de son crâne lui semblaient nobles et glorieuses, et non plus de vilaines cicatrices de teigne. Ainsi qu'il a été dit plus haut, Ah Q avait des connaissances du monde, il s'apercevait très vite qu'il allait briser le tabou, aussi n'achevait-il pas sa pensée.

Les flâneurs ne s'en tenaient pas là, ils continuaient à l'agacer jusqu'à ce qu'ils en viennent aux mains. Bientôt Ah Q avait tout l'air d'être le vaincu : ses adversaires, empoignant sa natte décolorée par le soleil, lui avaient cogné la tête à quatre ou cinq reprises contre un mur, et alors seulement ils s'en étaient allés, satisfaits de leur triomphe. Ah Q, resté debout sur place, se disait en lui-même : « J'ai été battu par mes fils, où va le monde aujourd'hui ! » et il s'en allait à son tour, satisfait de sa victoire.

Ah Q finissait toujours par dire ce qui lui passait par la tête, aussi presque tous ceux qui riaient de lui furent-ils bientôt au courant de son système de revanche psychologique. Par suite, chaque fois que l'un d'eux le tenait par sa natte rousse, pour l'empêcher de triompher, il lui disait :

- Ah Q, ce n'est pas un fils qui bat son père, c'est un homme qui bat une bête de somme ? Et je veux te l'entendre dire !

Ah Q, protégeant des deux mains la racine de sa natte, disait, la tête tournée vers son adversaire :

- Un homme qui bat un insecte, si ça te fait plaisir ! Je suis un insecte, veux-tu me lâcher ? Il avait beau se déclarer insecte, l'autre ne le lâchait pas ; il le traînait jusqu'au mur le plus proche pour lui cogner cinq ou six fois la tête ; ce rite accompli, le vainqueur s'en allait satisfait, bien persuadé que, cette fois, Ah Q se reconnaissait vaincu. Mais dix secondes ne s'étaient pas écoulées que Ah Q

s'en allait de son côté, satisfait de sa propre victoire. Il pensait qu'il était le premier homme qui se fût humilié ainsi, et si l'on met de côté les mots « s'humilier », ne reste-t-il pas les mots : « premier homme ? » Est-ce que le candidat reçu en tête de liste à l'examen impérial n'est pas aussi « le premier », songeait-il. Pour qui se prend donc cet imbécile qui m'a battu ?

Après avoir vaincu ses ennemis par d'aussi astucieux moyens, Ah Q s'en allait allègrement avaler quelques bols de vin de riz dans une taverne. Là, il plaisantait, se disputait, remportait encore une victoire du même genre et rentrait tout heureux au Temple de la Protection des Récoltes où il s'endormait la tête à peine sur l'oreiller. Quand il avait de l'argent, il s'en allait jouer aux dés. Ils étaient tout un groupe d'hommes accroupis à terre. Ah Q, le visage ruisselant de sueur, était serré au milieu d'eux, et il criait plus fort que tous les autres :

- Quatre cents sapèques sur le dragon vert !

- Attention, j'ouvre. Le meneur de jeu, dont le visage ruisselait aussi de sueur, enlevait le couvercle de la boîte aux dés en psalmodiant : Porte du Ciel... les Coins... pas d'enjeu sur la Popularité ni sur le Passage ! Ah Q donne tes sapèques !

- Cent... cent cinquante sapèques sur le Passage !

Au son de cette mélodie, l'argent de Ah Q s'en allait dans les bourses d'autres hommes aux visages aussi mouillés de sueur que le sien. Quand il n'avait plus rien, il devait quitter le premier rang, et debout derrière le groupe de joueurs, il s'excitait pour les autres. Ce n'était que lorsque le jeu était fini qu'il rentrait à regret au Temple de la Protection des Récoltes. Le lendemain, il arrivait au travail les yeux gonflés de sommeil.

« Qui eût cru que la perte d'un cheval pût être une bénédiction pour le sieur de Sai ! » comme on dit par allusion au vieux conte. Ah Q eut une fois le malheur de gagner, et cette fois-là il eut l'impression d'une défaite.

C'était le soir de la Fête des Dieux à Weitchouang. Selon la coutume, il y avait séance

de théâtre et, selon la coutume aussi, à gauche des tréteaux de la scène, il y avait des tables de jeu. Le gong et le tam-tam du théâtre semblaient être à des kilomètres des oreilles de Ah Q ; il n'entendait que la psalmodie du meneur de jeu. Il gagnait coup sur coup, les sous de cuivre se changeaient en cents d'argent, ces cents se changeaient en piastres, et les piastres commençaient à s'empiler. Il était dans un état d'excitation extraordinaire.

- Deux piastres sur la Porte du Ciel !

Soudain, sans qu'il sût pourquoi ni comment, éclata une dispute : des insultes, des coups, des piétinements, tout un bouleversement qui l'étourdit complètement. Quand il se releva, les tables de jeu n'étaient plus là. Les joueurs avaient disparu et il avait mal en plusieurs endroits du corps, comme s'il avait reçu des coups de poing et des coups de pied. Plusieurs personnes le regardaient d'un air étonné. Il s'en alla avec l'impression qu'il lui manquait quelque chose, mais ce ne fut qu'une fois rentré dans le temple qu'il reprit ses esprits et s'aperçut que sa pile de piastres avait disparu. Où chercher le voleur ? La plupart des tables de jeu appartenaient à des étrangers venus au village pour la fête.

Une pile de piastres si blanches, si brillantes ! Ces piastres étaient à lui... et maintenant elles avaient disparu ! Il se dit que cet argent lui avait été volé par ses fils, mais cela ne calma pas sa mauvaise humeur. Il se dit qu'il était un insecte sans pouvoir pourtant se consoler. Cette fois, il ressentait quelque chose de l'amertume de la défaite.

Mais par un brusque revirement, il changea sa défaite en triomphe ; levant la main droite, il se gifla par deux fois de toutes ses forces. Le picotement chaud et douloureux de sa joue lui rendit la paix. Il lui semblait qu'il venait de gifler un autre que lui-même, et bientôt il se persuada qu'il avait battu un autre tout court, et pourtant sa joue lui cuisait encore... Satisfait de sa victoire, il s'allongea et ne tarda pas à s'endormir.

(à suivre)

SEVESO en Italie

UNE BOMBE EN PLEINE CRISE

-2-

IL N'Y A QUE LA CUVE QUI ÉTAIT EN SÉCURITÉ A ICMESA !

Icmesa c'était une véritable bombe toxique déposée à quelques kilomètres de l'agglomération milanaise. Pour les travailleurs de Meda, Séveso, Cesano, de toute façon, il n'y avait pas 36 solutions. La plupart des usines de la région sont pétrochimiques. Et avec le chômage qui exerce sa pression constante, alors, Icmesa ou ailleurs... A Icmesa, on manipulait toutes sortes de produits toxiques... Chlore, cyanure, chlorure de benzyle, trichlorophénol, etc. On parle même de produits et de gaz toxiques tels que le SP. 121 utilisé dans la guerre bactériochimique. Des réactions de tous ces produits sur l'organisme, les ouvriers ne savaient pas grand-chose. Pourtant, la firme, le gouvernement central, régional, les syndicats devaient être au courant. La multinationale Larocche Hoffmann-Givaudan savait qu'au dessus de 130 °C la fabrication de trichlorophénol entraîne la formation de dioxine. La cuve dont le nuage s'est dégagé le 10 juillet, possédait un système de sécurité pour le moins bizarre : aucun dispositif automatique de régulation de la température, pas le moindre système d'alarme. La seule régulation consistait en un serpentín de refroidissement, réglable manuellement, et dont l'action ne se fait sentir qu'à retardement. Pour toute sécurité, une valve est disposée au sommet de la cuve permettant l'échappement du gaz toxique en cas de surpression. En d'autres termes, ce qui était en sécurité à Icmesa, ce n'était ni les ouvriers, ni la population, mais la cuve. Exemple saisissant de la conception capitaliste de la sécurité : protéger le capital et non le travail. Le matin de l'accident, le réacteur de trichlorophénol a fonctionné sans surveillance de 6 h du matin à midi (les ouvriers étant affectés pour augmenter la rentabilité à d'autres fabrications dans l'usine) pendant que la réaction était censée se dérouler normalement dans la cuve. A midi, quand la valve a sauté, trois ouvriers d'une entreprise extérieure se sont précipités pour mettre en marche le refroidissement. Au contact direct avec le nuage mortel, ils se sont réfugiés dans une guérite. Au bout d'un quart d'heure, ayant du mal à respirer, des

irritations au visage, ils se sont mis contre le vent. Pendant 40 mn, le nuage continuera à s'échapper ! Se rendant compte tout de suite de la gravité de l'accident, les dirigeants de l'Icmesa et leurs techniciens ne dirent rien. Ils se contentent d'écrire au médecin responsable : « Les causes de l'accident sont indéterminées. C'est une réaction inexplicable. Nous avons cessé notre production et nous faisons des recherches pour expliquer l'accident et éviter l'«inertion.» (lettre du 12 juillet. Une seule préoccupation guide le trust à ce moment : tranquilliser et tenter d'étouffer l'affaire au moyen de quelques vagues recommandations, faites plusieurs jours après : « En ce moment, il vaut mieux ne pas manger les fruits et les légumes des jardins par précaution » (sic) ! La production continuera pendant une semaine encore dans l'usine. Les ouvriers nous ont dit : « Si nous n'avions pas cessé le travail une semaine après l'accident, le travail continuerait encore aujourd'hui, l'usine serait devenue un bon laboratoire pour les généticiens de la Givaudan ».

LE COMITÉ TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE POPULAIRE :

Face au PCI et à l'église

Dans un local en pleine ville de Séveso se réunit le Comité Technique populaire (il a été chassé de l'école par le maire, démocrate chrétien). Il regroupe des médecins et des scientifiques issus de la gauche révolutionnaire et se réclamant du marxisme-léninisme. La discussion a eu lieu en présence de plusieurs ouvriers.

« Nous avons contribué à lever le voile du silence en donnant une contre-information à la population. Les autorités, face à nous, faisaient tout pour nous rassurer. Notre comité a dénoncé l'escroquerie qui consiste à faire passer

ENTRETIEN AVEC UN OUVRIER RESPONSABLE DU CONSEIL D'USINE ICMESA

L'école de Seveso est recouverte de grandes affiches dénonçant les multinationales, appelant à diverses réunions des ouvriers, des femmes pour la contraception. C'est ici que sous une grande banderole rouge s'est réuni le conseil d'usine, structure élue par les ouvriers, qui anime l'ensemble de la lutte. Plusieurs membres du conseil sont adhérents au PCI, d'autres sont révolutionnaires. Nous avons pu discuter avec l'un de ses représentants.

— Le Quotidien du Peuple : Avant l'accident, comment le problème de la sécurité se posait-il dans l'usine ?

— Réponse : Jusqu'en 70, à l'ICMESA, il n'y avait pas d'organisation syndicale. La conscience politique et syndicale était faible. Aujourd'hui, 90% des ouvriers sont inscrits au syndicat. Nous avons obtenu par la lutte, deux mois avant l'accident, la mise en place d'un service mé-

dical autonome des travailleurs. (SMAL). Ici, c'est la seule usine où un SMAL était en place. Nous avons obtenu un épurateur pour l'eau, des aspirations, nous avons fait modifier à peu près 50% des machines, nous avons gagné de nombreux moyens de protection. Avant l'accident, nous avions pris contact avec les autorités locales : elles n'ont rien fait. Le médecin officiel responsable de la

zone de Seveso et de Meda, servait uniquement de couverture. Ce médecin n'a rien fait, ni avant, ni après l'accident. Il a sur la conscience la mort de nombreux ouvriers. Quand il était médecin du travail à la Montedison, de Cesano Moderno, il y a eu plus de 100 cancers de la vessie !

Des problèmes de toxicité, il y en a eu déjà à l'usine. Les vieux ouvriers qui ont bâti l'usine en 1948 disent que la rivière proche a déjà été polluée et qu'ICMESA a dû indemniser les propriétaires d'animaux empoisonnés. Les accidents du travail étaient fréquents. En 73, nous avons dû attaquer l'inspecteur du travail qui se moquait de notre santé.

fabrique des substances de base. Elles sont exportées ailleurs et reviennent pour être vendues sous forme de produits finis dix fois plus chers. Voilà la politique des multinationales. Les administrations locales et nationales sont complices de ces firmes, et ce d'autant plus facilement que la législation est insuffisante. Il suffit pour le trust d'obtenir une autorisation de la commune avant de construire une usine. Le nuage toxique de la Givaudan a posé un problème national, européen. Il faut que nous obtenions des dispositifs de sécurité dans les usines et autour des usines sous le contrôle des travailleurs. Nous devons nous coordonner avec les autres usines du trust pour mener une lutte permanente.

Dans chaque trust, nous devons nous organiser. A ICMESA, on savait qu'on fabriquait du Trichlorophénol, mais nous ne connaissions pas son usage. Givaudan a expliqué que c'était pour les cosmétiques. Cette situation doit cesser ! Nous demandons à être reclassés dans les usines de La Roche de la région de Milan et nous demanderons des comptes sur la sécurité dans ces usines.

— Quelle a été l'attitude du gouvernement et des partis politiques ?

— Ils ont cherché à faire le silence : le ministre de la Santé a eu une attitude révoltante. Quant à l'église, elle a pensé plus à la foi chrétienne qu'aux femmes enceintes. Ne parlons pas du panier de crabes de la Démocratie Chrétienne. Ce que je vais dire maintenant est ma position personnelle, pas celle de tout le conseil : même le PCI a eu une attitude négative : il s'en est remis aux autorités locales et a multiplié les provocations contre notre comité technique et scientifique populaire. Je pense que le silence des hommes politiques sera compris par tout le peuple italien. La mesure urgente, c'est l'organisation des masses, car des Seveso, il y en a partout en Italie. Nous agissons pour que la question de la santé soit inscrite en tête des revendications pour la discussion des contrats en septembre prochain.



Alice, trois ans : son visage et son corps sont brûlés...

— On dit qu'ICMESA travaillait pour les besoins de guerre ?

— ICMESA vendait une partie de sa production à l'OTAN, aux USA, à la Suisse. On n'a pas pu prouver ce qui se dit : « ICMESA travaillait pour la Vietnam ». Après l'explosion, certains ont vu des camions soviétiques venir chercher je ne sais quoi dans l'usine et repartir sur Trieste.

— Quels enseignements tirez-vous de ce qui s'est passé ?

— En premier lieu, il va falloir lutter contre les firmes multinationales. En Italie, il n'y avait aucun moyen de se défendre contre elles. Elles ont profité de la situation, cherchant à faire des profits exorbitants. L'Italie est devenue un des pays d'Europe où l'on fabrique le plus de toxiques. On y

des milliers de prises de sang alors qu'on ne peut retrouver la dioxine dans le sang, dans le but de rassurer la population.»

Le comité a posé le problème des malformations aux femmes enceintes, en ouvrant une consultation : 400 femmes sont venues, mais seulement 8 ont avorté, à cause des pressions de l'archevêque de Milan qui a dressé une liste de volontaires prêts à adopter des enfants malformés. Les femmes sortaient en pleurant du cabinet, coincées entre l'Église et les constatations scientifiques. A la clinique, avant de les avorter, on leur rappelle que c'est un « péché mortel ». Le débat

sur l'avortement devant reprendre plus vivement à l'antenne, le Vatican et la Démocratie Chrétienne veulent éviter à tout prix qu'un précédent soit créé.

« Nous nous sommes mis au service du peuple. Face à nous, nous avons trouvé les directions syndicales, qui nous ont reproché de nous mettre en dehors des institutions. Leur objectif est d'obliger les médecins bourgeois à faire leur travail. Le PCI, lui, nous a accusé de semer le trouble. » Le comité place son travail sous la direction du Conseil d'usine. « Mais nous tenons compte de la lutte qui se déroule en son sein. »